



Desarrollo sostenible de las pesquerías artesanales en el Arco Atlántico

Suivi des résultats économiques et analyse financière des entreprises de pêche dans les régions de l'Agria (1987-2008)

March 2010



ATLANTIC AREA Transnational Programme
ESPACIO ATLÁNTICO Programa Transnacional
ESPACE ATLANTIQUE Programme Transnational
ESPAÇO ATLÂNTICO Programa Transnacional



European Union
ERDF Funds

Investing in our common future

Suivi des résultats économiques et analyse financière des entreprises de pêche dans les régions de l'Agria (1987-2008)

*Laurent Baranger
Jean-François Bigot
Arnaud Souffez
Yves Perraudeau
(LEMNA)*



Recommended citation:

Baranger, L., Bigot, J.F., Souffez, A., Perraudeau, Y., 2010. Suivi des résultats économiques et analyse financière des entreprises de pêche dans les régions de l'Agria (1987-2008). *AGLIA/RICEP Report of project PRESPO*, pp. 32.

Introduction

L'année 2008 restera synonyme d'une année difficile pour la pêche maritime française puisqu'au-delà des problèmes structurels à laquelle elle est confrontée depuis plus de 10 ans (vieillesse des outils de production, manque d'attractivité du métier de marin, réduction des aides à l'investissement) le secteur a été fragilisé par la conjoncture défavorable (nouvelle flambée des cours du pétrole en début d'année avant un retour du prix du baril de Brent sous la barre des 50\$ à la fin de l'année, demande de la Commission Européenne du remboursement des aides gasoil du fonds de prévention des aléas pêche). Ce contexte néfaste à l'activité des entreprises de pêche et à l'ensemble des acteurs s'est traduit par la sortie de flotte de nombreux navires et par des mobilisations sociales importantes.

Le 16 janvier 2008, en réponse à ces problèmes d'une ampleur considérable pour l'ensemble des acteurs de la filière, le Président de la République annonçait la mise en place du plan pour une pêche durable et responsable de 310 millions d'euros sur 3 ans. L'objectif est de relever l'ensemble des défis auxquels les professionnels de la pêche doivent faire face : écologique, social, économique et au niveau de la sécurité. En mai, le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Michel Barnier réajuste le plan et le ramène à 2 ans.

Le plan est décliné en 15 mesures réparties dans quatre chapitres:

- écologique et halieutique: assurer une meilleure gestion de la ressource;
- social: renforcer l'attractivité du secteur de la pêche;
- économique: soutenir la viabilité économique des entreprises de pêche;
- sécurité: renforcer la sécurité des pêcheurs.

L'application du plan a permis de réaliser des progrès au bénéfice du secteur. On peut citer en exemple l'instauration par les partenaires sociaux d'un salaire minimum garanti (1579,2 euros bruts / mois) pour les marins de la pêche artisanale¹. Toutefois, les difficultés de mise en place, d'application ou de suivi de certaines mesures rendent le plan controversé. A la fin de l'année 2009, les contrats bleus visant à soutenir la viabilité économique des entreprises de pêche grâce à la combinaison de

¹ cf. Avenant N° 3 du 21 février 2008 à l'accord national pêche artisanale du 28 mars 2001. Le salaire de 1579,20 € correspondant au salaire forfaitaire mensuel de 4^{ème} catégorie ENIM au 01/01/2008.

diverses mesures étaient bloqués depuis fin 2008. Le plan de sauvetage et de restructuration (PSR) était à l'arrêt, le plan de sortie de flotte (PSF) retardé.

L'activité des bateaux en 2008 aura donc été fortement impactée par ces éléments exogènes. Ainsi, les quantités mises en vente cumulées par l'ensemble de la flottille française sous les halles à marée au cours de l'année 2008 sont en recul de 11% par rapport à 2007. Cette baisse est imputable en partie à la baisse du nombre de navires et aux mouvements sociaux des mois de mai et juin 2008. La faible hausse du prix moyen (2 %) n'a pas permis de compenser cette forte chute de débarquements et la valeur des ventes a reculé de 11% par rapport à celle de 2007.

Finalement, la crise financière qui a éclaté à l'automne et entraîné un fort ralentissement de l'économie mondiale aura eu au moins un effet bénéfique pour le secteur à travers la chute du prix du baril de pétrole limitant ainsi la pression énergétique sur les coûts d'exploitation des navires. L'autre facette, plus négative, de la crise a été ressentie à travers la commercialisation des produits de la mer à l'exportation. En effet, la demande en produits de la mer a été moins soutenue chez nos voisins espagnols et italiens, habituellement gros clients de nos produits frais, ce qui a eu pour effet une baisse des cours du poisson notamment sur les espèces à forte valeur marchande. Dans ce contexte, ce document vise à mettre en perspective cette évolution sectorielle. Il est découpé en deux grandes parties:

- L'évolution des facteurs de production est analysée sur la dernière décennie, au niveau national et sur la façade Aglia. Elle permet de mettre en exergue la double problématique que rencontre le secteur des pêches aujourd'hui, à savoir le vieillissement des navires et le manque d'attractivité du métier pour les jeunes patrons pêcheurs. Elle permet aussi de confirmer la poursuite de la baisse du nombre des navires français et sur la façade Aglia, dans le respect des objectifs globaux de baisse des capacités de pêche des Etats membres souhaitée par la Commission;
- L'analyse d'exploitation et la situation financière des entreprises de pêche sont ensuite présentées de manière globale pour l'ensemble des navires de la façade Atlantique. Un «focus» est consacré au système, propre au secteur des pêches, de la «rémunération à la part» et à l'évolution du salaire moyen du marin français entre 1987 et 2008. Ces analyses sont ensuite menées à l'échelle plus microéconomique du segment de métier.

Avertissement:

Les données analysées dans ce suivi économique des entreprises de pêche concernent la période 1987-2008. Les données 2008 ont été validées au cours du dernier trimestre 2009. La collecte de ces données s'appuie sur le RICEP (Réseau d'Informations et de Conseils en Economie des Pêches) et ses membres, en particulier le CGPA (Centre de Gestion de la Pêche Artisanale). Elles ont été traitées au début de l'année 2010. Le champ géographique couvre les 4 régions de l'Agria bordant le golfe de Gascogne (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Aquitaine). Dans l'objectif de regrouper des entreprises ayant un comportement d'exploitation homogène, les analyses sur les résultats économiques et financiers concernent des entreprises de pêche présentant sur la façade atlantique et exerçant pour la plupart dans le golfe de Gascogne. La façade atlantique s'entend comme la zone allant de Brest jusqu'à Saint-Jean- de Luz.

Evolution des facteurs de production

1. Une limitation de la capacité de pêche en cours

Tableau 1. Evolution 2008- 2009 de la flotte métropolitaine.

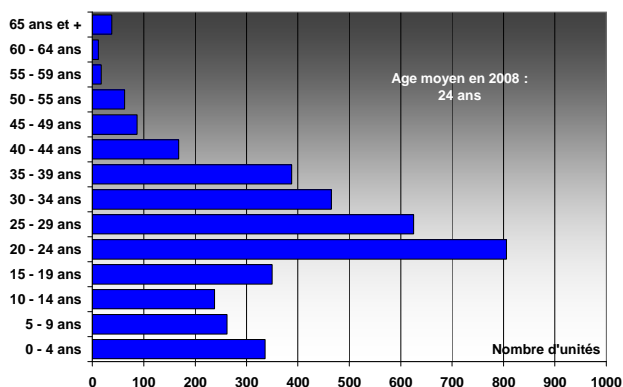
Flotte nationale	Nombre		Puissance (kW)		Jauge (GT)	
	31/12/2008	Evo. /2007	31/12/2008	Evo. /2007	31/12/2008	Evo. /2007
< à 12 m.	3 855	-2%	322 477	stable	19 605	-2%
12 - 16 m.	434	-4%	94 175	-3%	15 854	-2%
16 - 25 m.	571	-13%	211 697	-12%	63 566	-10%
> 25 m.	125	-7%	150 416	-7%	79 996	-6%
Total	4 985	-4%	778 765	-6%	179 020	-7%

Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA, DSI/BCS - photo au 31.12.2008

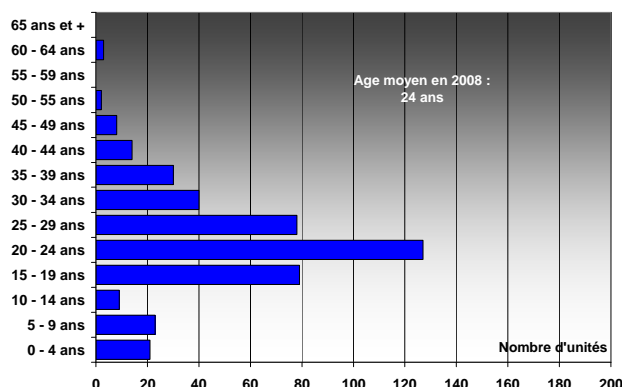
- Moins de 5 000 unités de pêche restent actives en France (métropole) en 2008. La flotte française (DOM compris) représente 9% de la flotte européenne et 16% de sa puissance;
- Le nombre de navires a **diminué** de près de moitié en 20 ans;
- Les plans de sortie de flotte successifs opérés en 2008 ont engendré la **perte** de près de 180 navires (source DPMA).

2. Une flottille vieillissante et peu renouvelée (métropole)

Navires de moins de 12 mètres



Navires de 12 à 16 mètres



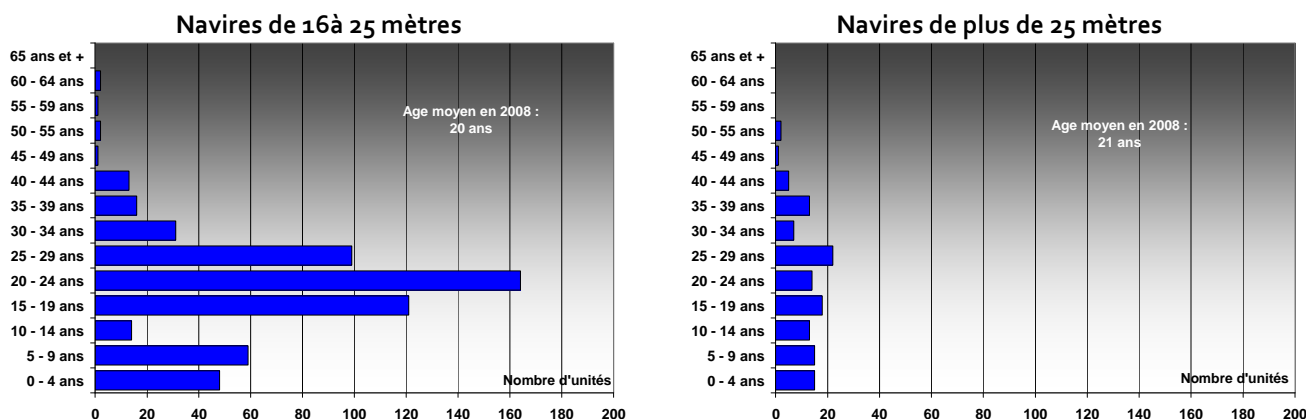


Figure 1. Âge des navires (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM - Photo au 31/12/2008).

- Moyenne d'âge des navires de moins de 25 m. en métropole en 2008: **24 ans**;
- **80 %** des navires en métropole ont plus de 15 ans;
- La façade **méditerranéenne** accueille les bateaux les **plus anciens** (28 ans en moyenne);
- La **flottille la plus âgée** en terme de longueur est celle des navires de moins de 12 mètres.

3. Etat de la flottille sur la façade Aglia

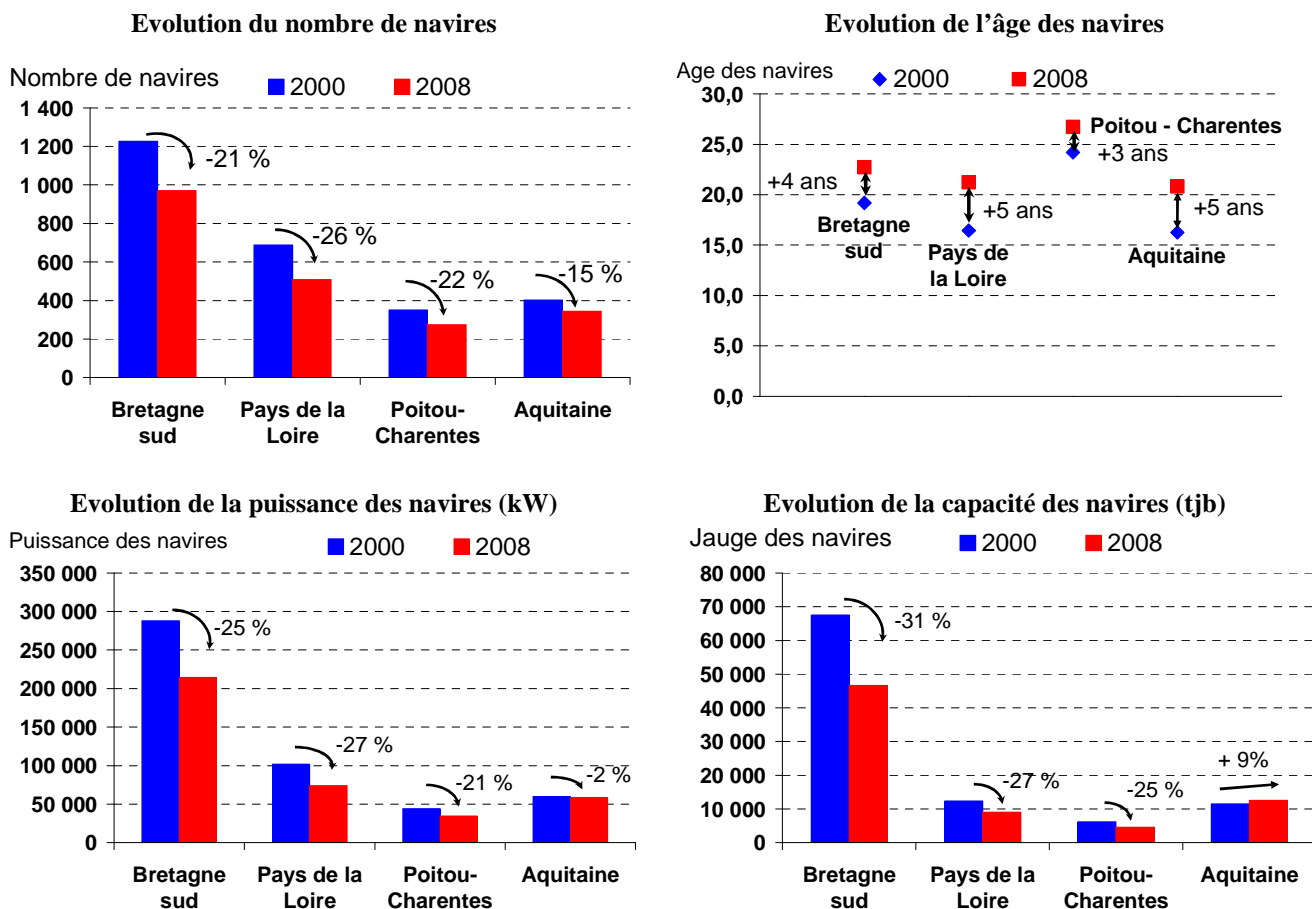


Figure 2. Évolution des navires (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et sous direction des Systèmes d'Information Maritimes (SDSI) de la DAM - Photo au 31/12/2008).

- Au niveau des 4 régions, environ **2 100 navires** ont été actifs en 2008;
- Depuis 2000, la flotte de pêche de la façade Aglia a **diminué de 21 %** en nombre d'unités, **23 %** en puissance et **25 %** en capacité;
- Proportionnellement, entre 2000 et 2008, la région des **Pays de la Loire** a enregistré la **plus forte baisse** du nombre de bateaux (-26 %) et de la puissance motrice (-27 %);
- En terme de capacité (jauge) c'est la **Bretagne sud** qui représente la plus grande perte (-31 %);
- La région Aquitaine a enregistré une hausse de sa capacité (+9 % entre 2000 et 2008) avec l'arrivée des armements franco-espagnols;
- L'âge moyen des navires présents en atlantique, **23 ans** en 2008, est conforme au niveau national;
- La région **Poitou-Charentes** est celle qui accueille les **navires les plus anciens** (près de 27 ans en 2008).

A. Les acteurs

1. Une baisse sensible du nombre de marins en France

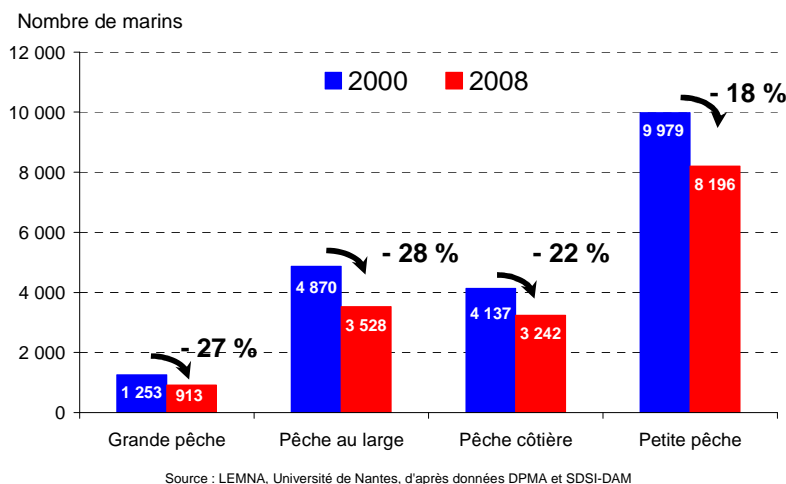


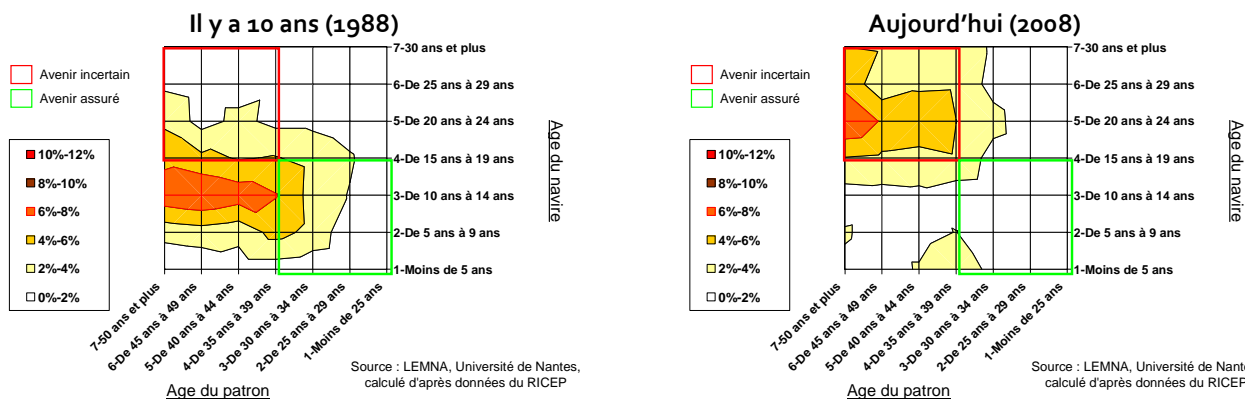
Figure 3. Evolution du nombre de marins en métropole.

- Près de **15 900 marins** (ayant embarqué au moins 1 jour dans l'année) ont été recensés en France en **2008** (hors CPP) contre 20 300 en 2000 (-21 %);
- En Equivalent Temps Plein (ETP) on estime le nombre d'emploi en 2008 à **12 000**;
- La **petite pêche** concentre **plus de la moitié** des effectifs;
- Proportionnellement, c'est la **pêche au large** qui a perdu le plus d'emploi au cours des 8 dernières années (-28 %).

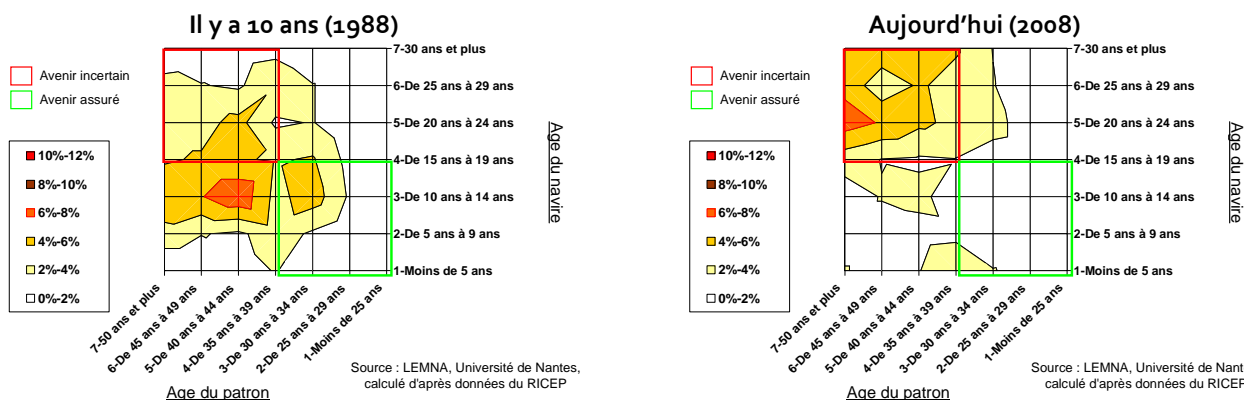
2. Un manque de candidats à l'installation en métropole

SITUATION EN METROPOLE

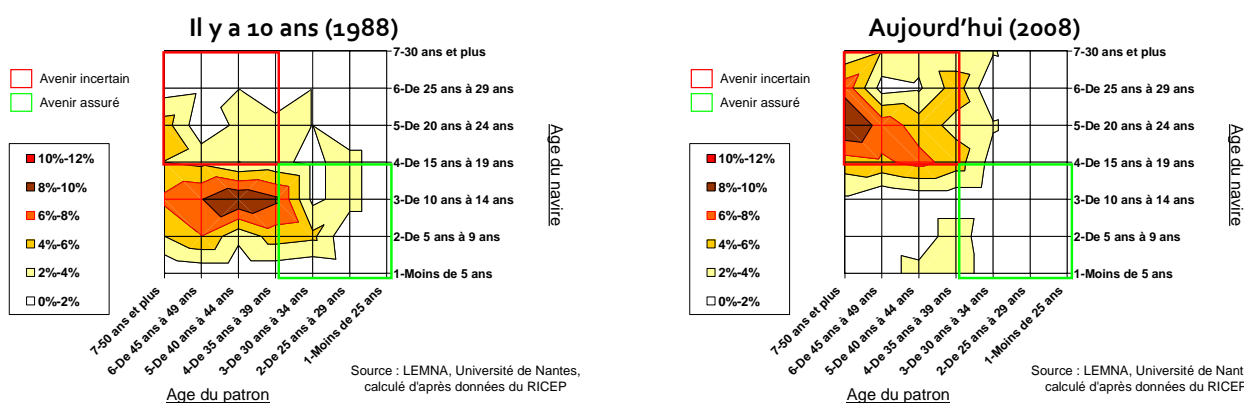
Tous bateaux confondus: un vieillissement constant de la flottille et des patrons, synonyme d'avenir incertain.



Les navires de moins de 12 mètres: un segment qui attire quelques jeunes patrons (25-35 ans) travaillant sur de vieilles embarcations (plus de 15 ans).



Les navires de 12 à 16 mètres: un début de renouvellement des unités de pêche mais négligeable par rapport au reste du segment.



Les navires de 16 à 25 mètres: quelques arrivées de bateaux récents commandés par des patrons en fin de carrière. La question de la transmission des entreprises sera importante pour ce segment de métier.

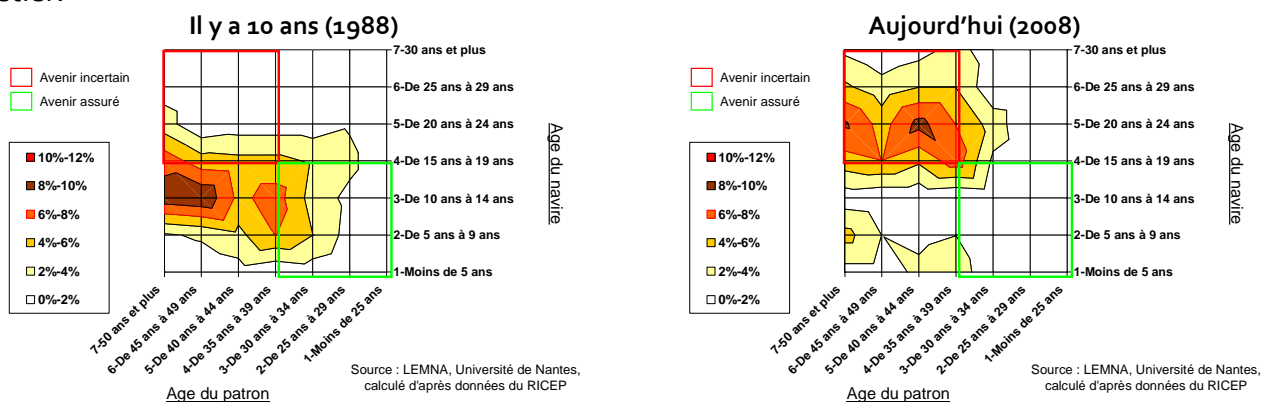
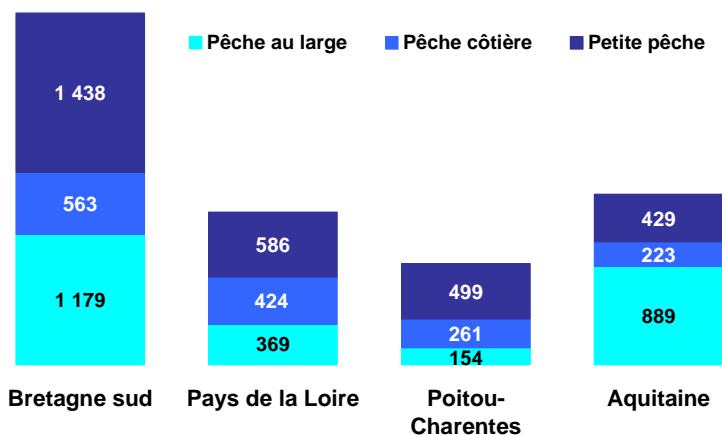


Figure 4. Evolution de l'âge du couple navire/patron.

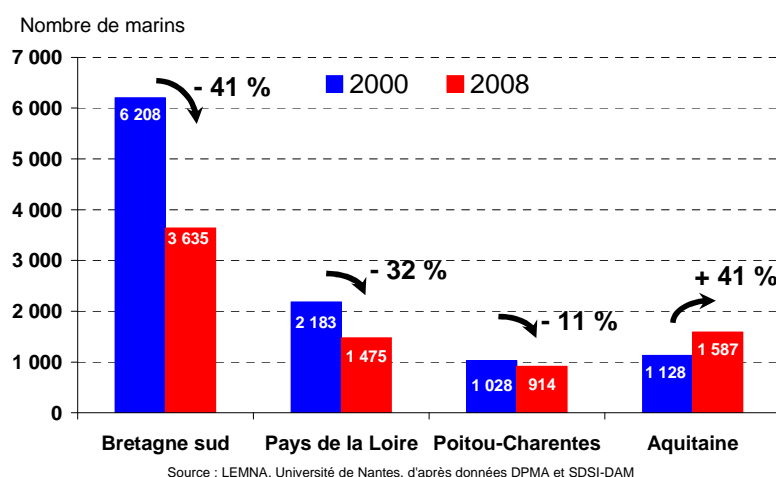
3. La façade Aglia suit les évolutions nationales...

...avec une baisse des effectifs



Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et SDSI-DAM

Figure 5. Répartition des effectifs de marins sur la façade Aglia en 2009.



Source : LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et SDSI-DAM

Figure 6. Evolution 2000- 2008 du nombre de marins sur la façade Aglia par région.

- Plus de 7 600 marins (ayant embarqué au moins 1 jour dans l'année) étaient en activité en 2008 sur la façade Aglia (hors CPP);
- En ETP, on estime le nombre d'emplois à la pêche en 2008 à environ 6 200 (hors CPP) soit plus de la moitié des effectifs nationaux;
- La Bretagne sud concentre près de 50 % des effectifs travaillant sur le golfe de Gascogne;
- La petite pêche suivie de la pêche au large regroupent respectivement 39 % et 34 % des marins.

- Sur la façade Aglia, le nombre d'emplois de marins est passé de 10 500 (hors CPP) en 2000 à 7 600 en 2008 (- 28 %);
- Les évolutions par région sont toutefois hétéroclites puisque l'Aquitaine a vu ses effectifs progresser pendant la même période (+ 41 %);
- Cette progression s'explique en grande partie par l'arrivée, au début des années 2000, de marins étrangers (notamment espagnols et portugais) sur les armements franco-espagnols;
- La région Aquitaine (essentiellement le quartier de Bayonne) concentre 72 % des marins étrangers exerçant en France; 2/3 d'entre eux naviguent plus de 6 mois.

.... et un manque cruel de jeunes patrons

Tous segments confondus: La flottille du golfe de Gascogne est représentative du cas français avec une concentration de navires de 17 à 23 ans commandés par des patrons approchant l'âge de la retraite. L'arrivée de bateaux neufs commandés par des patrons de 30 à 40 ans est quasi négligeable par rapport au cœur de la flottille.

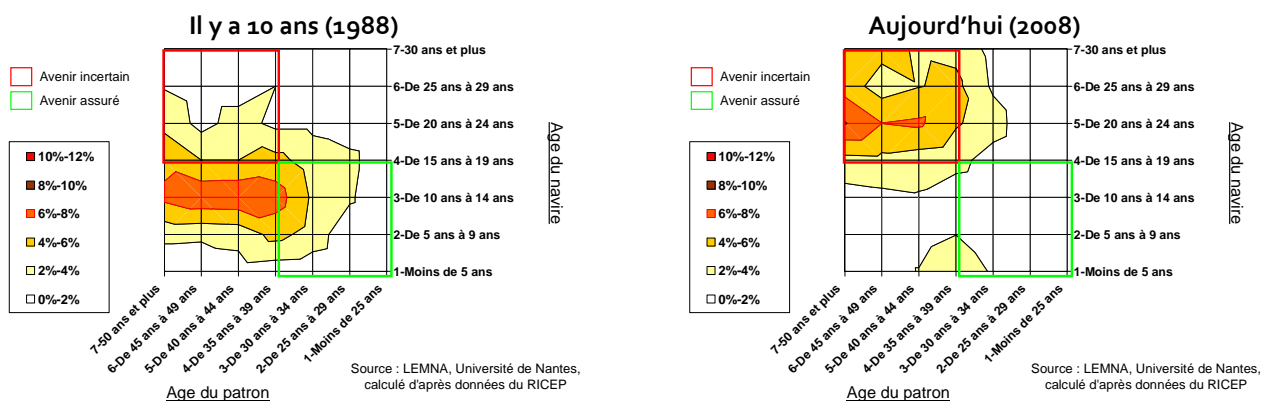


Figure 7. Comparation de l'âge du couple navire/patron entre 1988 et 2008.

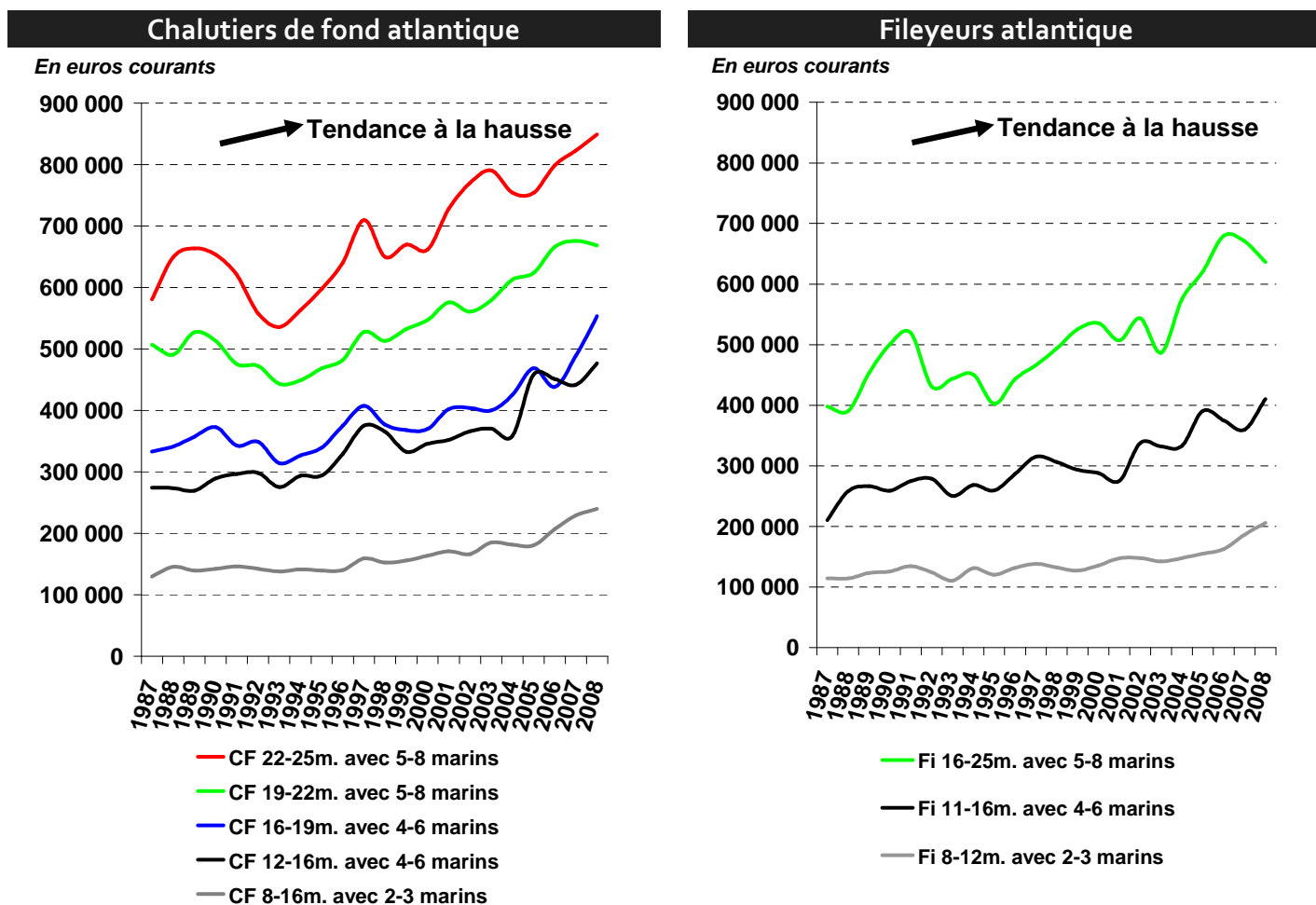
Synthèse

- En 2008 la France totalise 9% des unités de pêche européennes et 16 % de sa puissance;
- En 20 ans, la France a perdu près de la moitié de sa flotte de pêche;
- Les outils de production sont vieillissants (24 ans en moyenne) et la construction de bateaux neufs est faible;
 - Une majorité de patrons arrivent en fin de carrière;
 - Les effectifs de marins ont également été réduits de 50 % en 20 ans. La part de jeunes marins dans la profession diminue;
 - Le secteur continue cependant de recruter du fait d'un turnover assez important;
 - L'évolution des facteurs de production sur la façade Aglia est en adéquation avec le constat réalisé au niveau national:
 - un manque de candidats à l'installation;
 - un faible renouvellement des navires.
- Compte tenu de ces paramètres, plusieurs questions vont rapidement se poser pour les acteurs du secteur:
 - La problématique de la transmission des entreprises de pêche;
 - Les problèmes d'attractivité du secteur qui souffre notamment d'un déficit de communication sur le métier et les rémunérations qu'il peut offrir.

Analyses financières des entreprises de pêche

A. Analyse globale sur la façade atlantique²

4. Analyse du chiffre d'affaires (CA)



Source : LEMNA, Université de Nantes, d'après données CGPA & RICEP

Source : LEMNA, Université de Nantes, d'après données CGPA & RICEP

Figure 8. Évolution du chiffre d'affaires des chalutiers de fond et des fileyeurs exerçant en Atlantique.

- Le CA moyen des **chalutiers de moins de 25 mètres** présents sur la façade atlantique a **progressé de 53 %** en 22 ans;
- Sur cette même période **l'inflation** en France représente **52 %**;
- Le rythme de **croissance annuel** est de **1,9 %** pour l'ensemble des chalutiers de moins de 25 mètres soit la même progression que l'inflation;
- Forte hétérogénéité des résultats par segment.

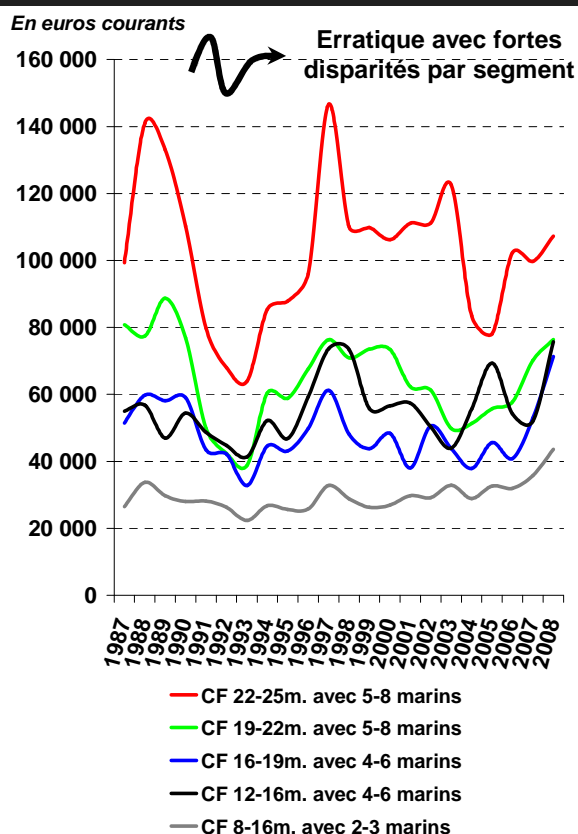
- Les **fileyeurs de moins de 25 mètres** présentent un chiffre d'affaires croissant sur 20 ans à un rythme annuel de **2,5 %**;
- En **valeur absolue**, la hausse du CA sur 22 ans est plus importante pour les chalutiers par rapport aux fileyeurs;
- En **valeur relative**, la hausse du CA sur 22 ans est plus importante pour les fileyeurs par rapport aux chalutiers;
- Sur les 2 dernières années le chiffre d'affaires moyen généré par les **fileyeurs de 16 à 25 mètres** est en **recul**.

² Les navires pris en compte dans les analyses sont ceux immatriculés dans un quartier maritime localisé sur la façade atlantique (zone allant de Brest jusqu'à Saint-Jean de Luz).

5. Analyse du résultat opérationnel (RO)

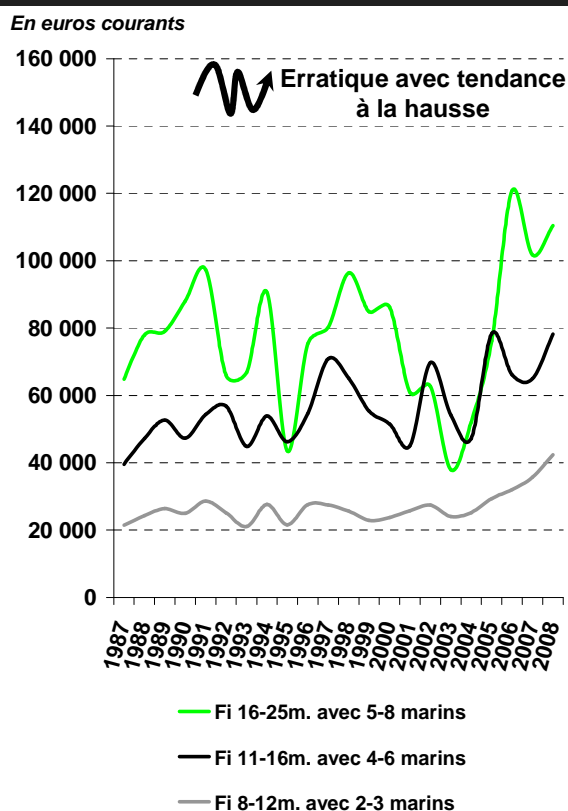
Le résultat opérationnel (RO) correspond à l'excédent brut d'exploitation (EBE), retraité de certains éléments inhabituels et significatifs intervenus durant l'exercice comptable, et dont la non prise en compte pourrait fausser la lecture de la performance de l'entreprise.

Chalutiers de fond atlantique



Source : LEMNA, Université de Nantes, d'après données CGPA & RICEP

Fileyeurs atlantique



Source : LEMNA, Université de Nantes, d'après données CGPA & RICEP

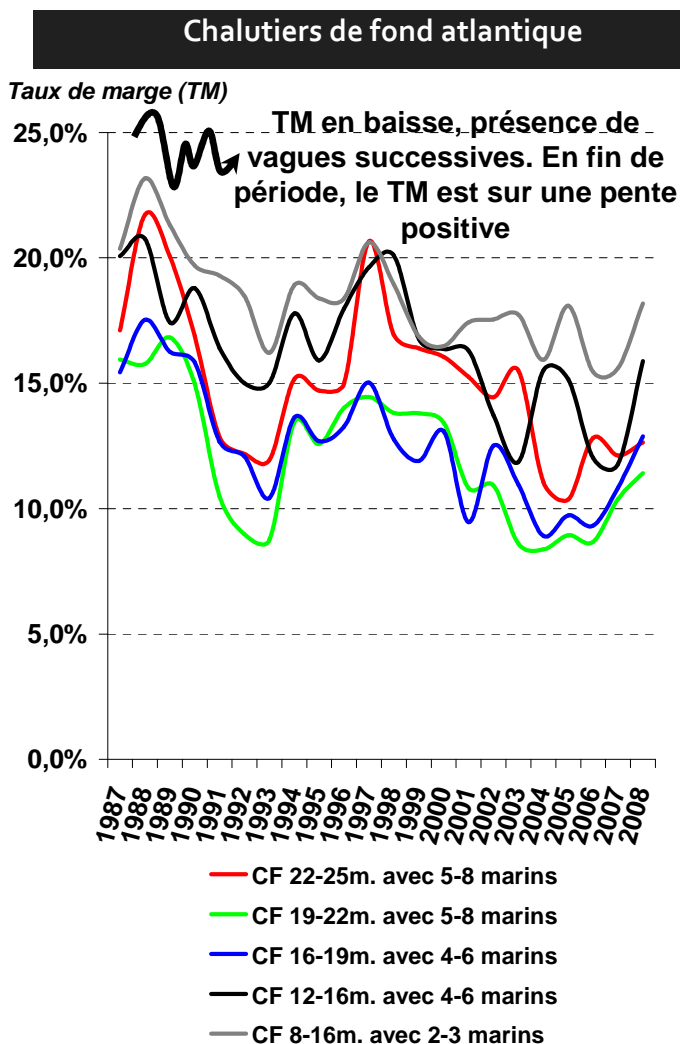
Figure 9. Évolution du résultat opérationnel des chalutiers de fond et des fileyeurs exerçant en atlantique.

- Globalement le **RO** dégagé (euros courants) par les chalutiers paraît **stable** entre 1987 et 2008...
- ...mais, il y a des **écarts importants** entre les segments de métier...
- ...et la prise en considération de **l'inflation** aboutit à une **forte dégradation** du **RO** pour l'ensemble des segments de métier. Cette baisse s'explique notamment par la hausse des coûts d'exploitation.

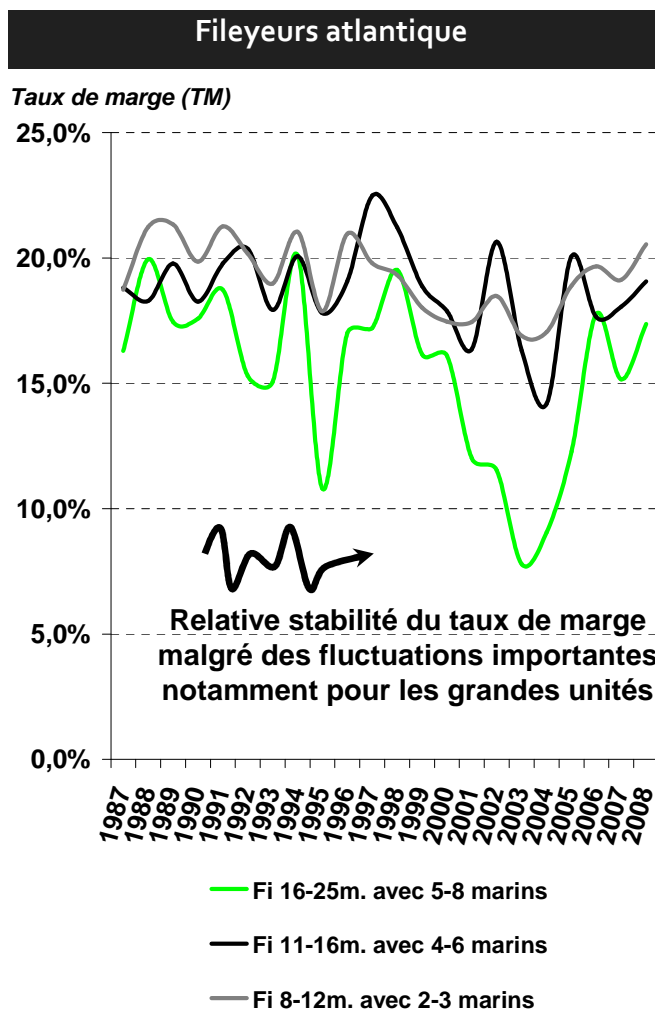
- La **situation d'exploitation** des fileyeurs est **meilleure** que celle des chalutiers;
- Le **RO** des fileyeurs a **davantage progressé** que **l'inflation** (2,8 % contre 1,9 %);
- **L'évolution du RO** est très **sinusoïdale** marquant une forte dépendance à la conjoncture à la fois sectorielle et nationale.

6. Analyse du taux de marge (TM)

Le taux de marge est le rapport entre le résultat opérationnel et le chiffre d'affaires (RO/CA).



Source : LEMNA, Université de Nantes, d'après données CGPA & RICEP



Source : LEMNA, Université de Nantes, d'après données CGPA & RICEP

Figure 10. Évolution du taux de marge des chalutiers de fond et des fileyeurs exerçant en atlantique.

- Entre 1987 et 2008, malgré une variabilité importante liée aux fluctuations du RO, il y a une **lente érosion des taux de marges** des chalutiers de fond de moins de 25 mètres;
- Globalement, les segments de métiers présentent un **taux de marge** en 2008 à un **niveau assez proche** de celui qu'ils avaient en 1993 lors de la crise du secteur des pêches;
- En fin de période **les taux se redressent** et atteignent des niveaux **acceptables** voire **satisfaisant**, pour les petites unités.

- Les variations conjoncturelles du RO ont un **impact direct** sur les **taux de marge** des fileyeurs qui deviennent eux même **très fluctuants**;
- En 2008, les taux de marge atteignent des niveaux satisfaisants de l'ordre de 17 % à 21 %;
- Les **plus petites unités** sont celles qui affichent les **meilleurs taux de marge**.

7. Analyse du taux de rentabilité des capitaux investis (TRI)

Le taux de rentabilité des capitaux investis est le rapport entre le résultat opérationnel et les capitaux investis estimés à leur valeur historique (RO/CI).

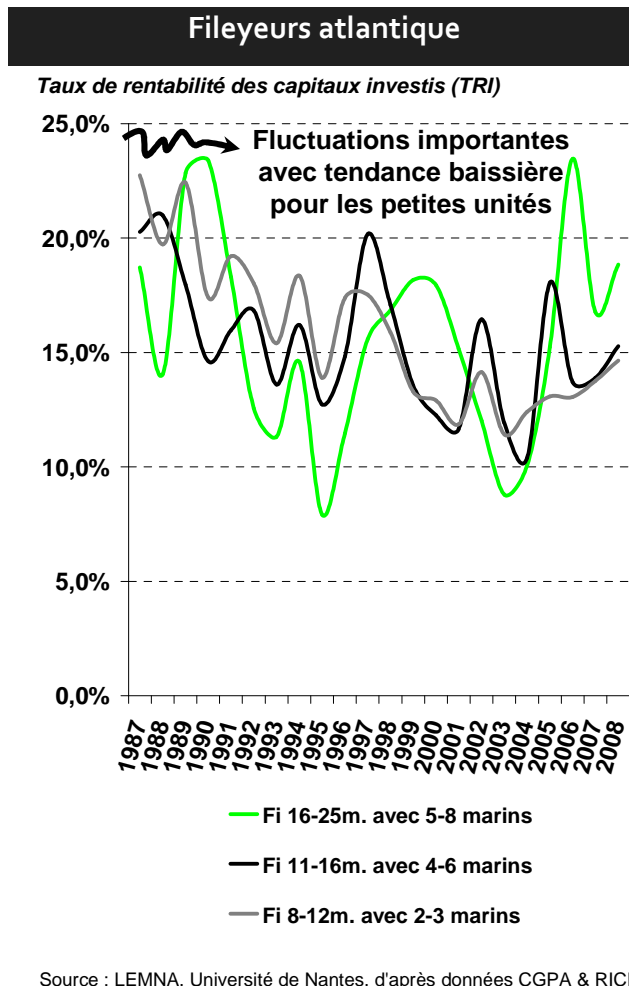
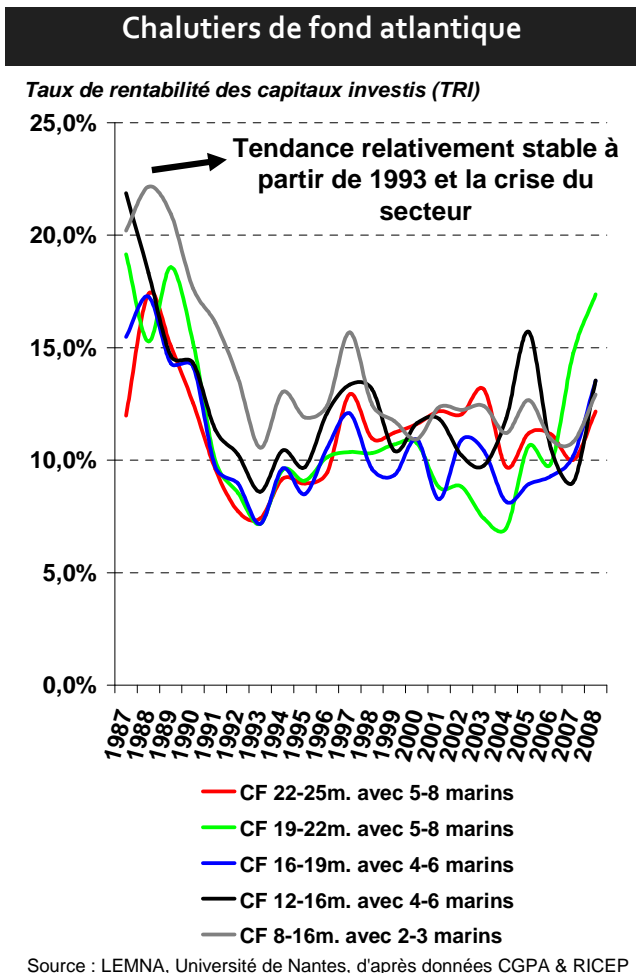
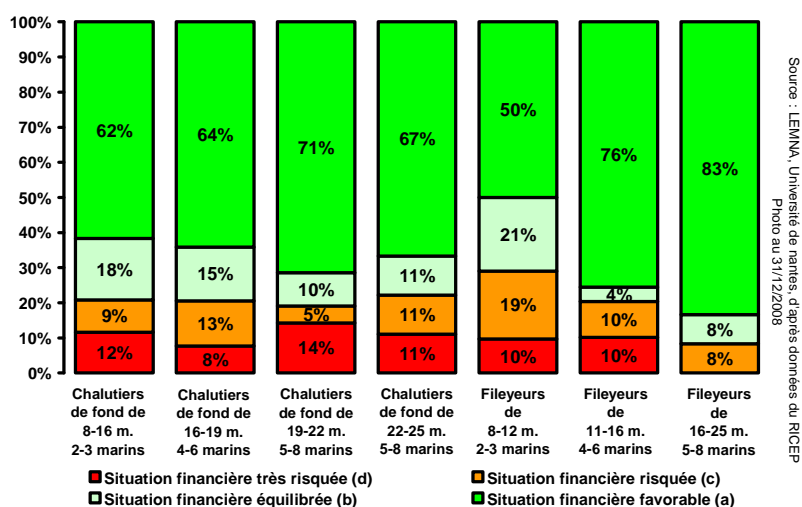


Figure 11. Évolution du taux de rentabilité des capitaux investis des chalutiers de fond et des fileyeurs exerçant en atlantique.

- Le taux de rentabilité des capitaux investis (TRI) **oscille** essentiellement du fait des variations du RO;
- Globalement depuis 1993, on assiste à un **léger redressement** des TRI qui s'explique en partie par la baisse des capitaux investis dans le secteur;
- En 2008, les résultats sont **homogènes** : quelle que soit la longueur du navire, les TRI avoisinent 13 %.

- Par rapport aux chalutiers, les fileyeurs ont des TRI très **fluctuants** ce qui marque là encore la forte dépendance conjoncturelle du métier;
- Compte tenu des niveaux élevés des TRI en début d'analyse, on constate une **dégradation** du ratio notamment pour les plus petites unités;
- La **rentabilité** des investissements dans le métier reste **bonne** en 2008 (15 % minimum en moyenne).

8. Analyse de la situation financière globale



Sources : LEMNA, Université de Nantes, d'après données du RICEP
Photo au 31/12/2008

➤ En 2008, 20 % des entreprises de pêche de la façade atlantique étaient en **situation financière (1) délicate**:

- dont 9 % en situation très risquée;
- et 11 % en situation risquée.

➤ Les **fileyeurs** de 8-12 m. présentent 30 % d'entreprises en difficulté financière; les investissements importants qui ont été consentis sont le plus souvent garantis par la bonne santé d'exploitation du segment;

➤ Les plus **gros fileyeurs** apparaissent comme les entreprises en **meilleure santé financière**.

Figure 12. La situation financière des entreprises de pêche en 2008 sur la façade atlantique.

(1) Point méthodologique: La situation financière est appréhendée en comparant, d'un côté, le résultat dégagé par l'exploitation du navire et, de l'autre, les coûts de remboursement des emprunts contractés par l'entreprise

(a) $RO / \text{annuité d'emprunt} > 3/2$

(c) $1 > RO / \text{annuité d'emprunt} > 1/2$

(b) $3/2 > RO / \text{annuité d'emprunt} > 1$

(d) $RO / \text{annuité d'emprunt} < 1/2$

9. Evolution du salaire moyen du marin en France entre 1987 et 2008

L'une des originalités du secteur des pêches est le mode de «rémunération à la part» qui constitue un élément essentiel du statut social et économique de cette activité. Les professionnels marins français sont très attachés à ce système et il y a une réelle volonté des acteurs de le pérenniser. Comme tout système celui-ci présente des avantages et des inconvénients. Pour l'entreprise, il est par exemple reconnu pour sa qualité d'amortisseur de crise. Pour le marin, c'est un critère de motivation dans la mesure où il est directement intéressé par le produit de la vente du poisson déduction faite des frais communs, c'est-à-dire les dépenses effectives de la marée. Les aspects plus négatifs sont symbolisés par l'irrégularité des salaires du marin au long de l'année et par des revenus qui peuvent à certaines périodes de l'année atteindre des niveaux bas, en dessous du revenu minimum mensuel fixé dans le cadre de la réglementation française. Historiquement, le secteur de la pêche artisanale n'avait pas instauré de salaire minimum.

Lorsque les frais augmentent brutalement comme ce fut le cas avec la dernière crise énergétique et que parallèlement les problèmes d'accès à la ressource, de plus en plus récurrents, immobilisent les navires à quai, on arrive très vite à des situations de crise générant des conflits sociaux importants. C'est globalement ce qui s'est passé au cours des dernières années où le secteur des pêches est entré dans une situation sensible notamment du point de vue social. L'une des conséquences directes de cette situation est la pénurie de main d'œuvre que rencontrent certaines flottilles depuis plusieurs années. En 2008, durant le premier semestre, le prix du litre de gasoil gagnant les sommets, les entreprises de pêche ont été fragilisées et des mouvements sociaux sont apparus. En février, les syndicats de patrons et de marins ont signé un avenant à l'accord collectif national à la pêche artisanale du 28 mars 2001 garantissant un «versement mensuel minimum». Cet avenant définit les modalités du lissage de la rémunération à la part sur l'année civile. «Le versement mensuel résultant de ce lissage représente au moins 80 % de la rémunération résultant du calcul de la part pour le mois considéré. Le montant mensuel de cette rémunération est au moins égal à la rémunération afférente au salaire forfaitaire mensuel de la 4^{ème} catégorie servant de base au calcul des cotisations des marins et des contributions des armateurs au profit des caisses de l'établissement national des invalides de la marine (1579,2 euros brut au 1^{er} janvier 2008). Le solde résultant du lissage de la part est versé au plus tard à l'échéance de chaque trimestre.». Nous avons voulu ici montrer l'évolution de la rémunération des marins pêcheurs en France sur les deux dernières décennies. Le salaire brut annuel d'un marin a été estimé à partir d'un échantillon national couvrant les trois façades maritimes françaises, de près de 400 entreprises en moyenne par an, pratiquant le métier de chalutier ou de fileyeur avec des navires de moins de 25 mètres. C'est un salaire moyen qui ne correspond donc à aucune fonction précise à bord d'un navire de pêche (matelot, mécanicien ou patron). Le calcul est basé sur la masse salariale (hors charges patronales) divisée par le nombre d'emplois de plein temps estimé. L'évolution du salaire brut moyen visible sur le graphique ci-dessous est présentée en euros courants puis, en prenant l'effet de l'inflation (basée sur le niveau général des prix, NGP), en euros constants.

Cette analyse globale masque une disparité importante au sein de la flottille française, parfois même au sein d'un même segment de métier. Ces écarts plus ou moins grands s'expliquent par plusieurs paramètres tels que le métier pratiqué, la taille du navire, les stratégies de pêche ou le nombre et la durée des marées. Il existe par ailleurs des écarts de rémunération importants au sein d'un équipage, compte tenu de la répartition de la masse partageable qui est variable selon la fonction du marin à bord et du nombre de marins embarqués. Le nombre de parts par marin embarqué sur un bateau de

pêche peut globalement varier du simple au double. C'est une des limites de cette analyse qui ne permet pas d'appréhender la distribution des salaires au sein des équipages, en particulier le salaire minimum versé annuellement pour une part.

Depuis 1987, on s'aperçoit que le salaire brut moyen à la pêche a progressé de près de 45 % passant de 25 K€ à 35 K€ par an. Toutefois, cette hausse des salaires ne s'explique pas tant par la hausse du revenu des équipages que par une baisse du nombre de marins travaillant à bord des navires. En effet, entre 1987 et 2008, sur la base de notre échantillon, l'effectif moyen à bord d'un navire de pêche est passé de 4,8 emplois (ETP) à 3,6 emplois (ETP). D'autre part, si l'on observe le taux de croissance annuel du salaire du marin au cours de la période de 22 ans, il avoisine 1,7 %. En comparaison, l'inflation (basée sur le NGP), sur la même période, représente en moyenne 1,9 % par an. La prise en compte de l'inflation fait donc apparaître une stabilité du pouvoir d'achat des marins. Cependant, le revenu moyen calculé en 2008 à 35 K€ est supérieur au salaire moyen français qui avoisine 30 K€ brut et reste nettement supérieur au salaire median³ d'environ 23 K€ brut (INSEE et DADS, 2008). Ce positionnement du salaire des marins par rapport à d'autres professions, du secteur primaire ou de l'industrie notamment, pourrait être un élément de communication pour le secteur.

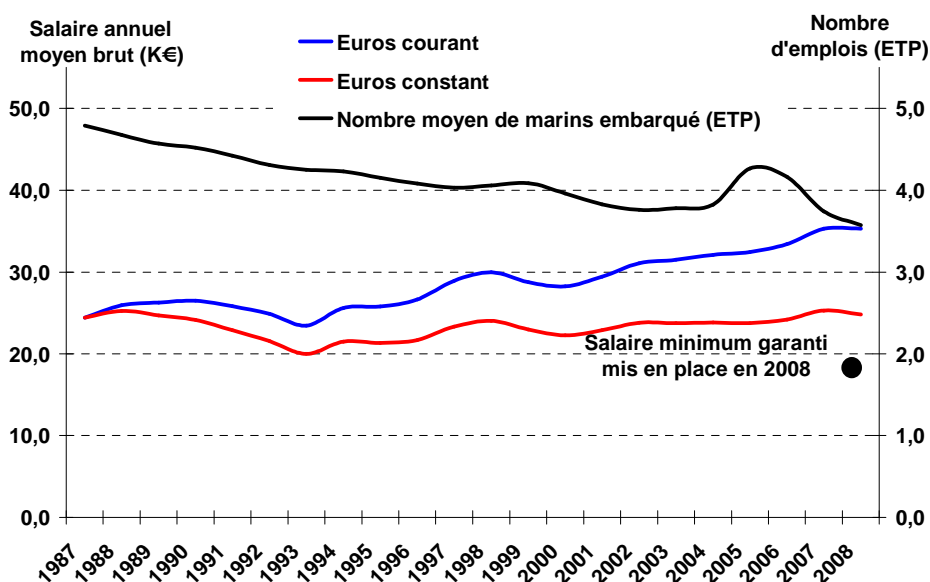


Figure 13. Evolution du salaire brut annuel moyen du marin français entre 1987 et 2008 (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données CGPA et RICEP).

³ Le salaire médian désigne le palier divisant l'ensemble des salariés en deux parties égales : 50% des salariés gagnent moins que le salaire médian et l'autre moitié gagne plus.

Synthèse

- Depuis 1987 les chiffres d'affaires des navires présents sur la façade atlantique augmentent lentement;
 - Toutefois, le CA des chalutiers progresse au même rythme que l'inflation (1,9 % par an en moyenne). Celui des fileyeurs augmente davantage (2,5 % par an en moyenne);
 - Parallèlement, les coûts d'exploitation ont également augmenté et sont très liés à la conjoncture économique du secteur et du pays, l'exemple énergétique est le plus marquant;
 - Le résultat opérationnel a très peu augmenté entre 1987 et 2008 mais il a subi des variations importantes compte tenu:
 - d'une hausse du chiffre d'affaires modérée;
 - de la hausse des coûts d'exploitation et de leur volatilité.
 - Lente érosion des taux de marge qui se rapprochent du faible niveau de 1993, année de crise du secteur;
 - Cependant, les taux de marge affichés par les petites unités et par les fileyeurs en 2008 restent satisfaisants;
 - La rentabilité des capitaux investis dans le secteur est globalement bonne et en légère progression du fait, néanmoins, de la baisse des investissements consentis dans le métier;
 - Entre 2008 et 2007 la situation financière des entreprises de pêche s'est assainie avec la sortie de flotte des bateaux marqués par les plus lourdes difficultés. On est passé de 30 % d'entreprises en difficulté en 2007 à 20 % en 2008;
 - Les deux tiers de la flotte présente sur la façade Aglia étaient en bonne santé financière en 2008;
 - Depuis 1987, les marins connaissent un gel de leur pouvoir d'achat compte tenu d'un revenu stable (en euros constants);
 - En 2008, le salaire brut annuel moyen d'un marin français atteignait environ 35 K€ ce qui est supérieur au salaire moyen observé en France.

B. Analyse par segment de métier

Cinq segments de métier parmi les plus représentatifs en terme de chiffre d'affaires générés dans le secteur sont présentés sous forme de fiche. Il s'agit uniquement de chalutiers de fond et de fileyeurs de la façade atlantique.

10. Echantillon

L'échantillon retenu pour l'analyse par segment de métier concerne 480 entreprises de pêche parmi les 960 qui forme la population de référence (50 % de représentativité au total). Rappelons que seuls les résultats des chalutiers de fond et des fileyeurs de la façade Atlantique ont été analysés compte tenu de leur poids économique dans les activités de pêche de la zone. La segmentation retenue qui s'appuie sur le triptyque métier-longueur-marins embarqués permet de regrouper des entreprises qui ont un comportement homogène en termes de production et de modèle économique.

Tableau 2. Plan d'échantillonnage.

Données 2008 Façade Atlantique	Nombre de navires en activité sur la façade Atlantique	Représentativité de l'échantillon RICEP (1)	Poids du segment par rapport au métier
Chalutier de fond 8-16 mètres avec 2-3 marins	302	54%	50%
Chalutier de fond 12-16 mètres avec 4-6 marins	119	28%	20%
Chalutier de fond 16-19 mètres avec 4-6 marins	63	83%	10%
Chalutier de fond 19-22 mètres avec 5-8 marins	60	53%	10%
Chalutier de fond 22-25 mètres avec 5-8 marins	66	30%	11%
Ensemble des chalutiers de 8 à 25 mètres	610		100%
Fileyeur 8-12 mètres avec 2-3 marins	175	53%	50%
Fileyeur 11-16 mètres avec 4-6 marins	129	47%	37%
Fileyeur 16-25 mètres avec 5-8 marins	48	58%	14%
Ensemble des Fileyeur de 8 à 25 mètres	352		100%

(1) ex: l'échantillon du RICEP couvre 54% des 302 chalutiers de fond de 8 à 16 mètres avec 2-3 marins à bord présents en Atlantique

Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA, DAMGM, CGPA, RICEP et Observatoire AGLIA

11. Les chalutiers de fond de 8 à 16 mètres de l'Atlantique avec 2 à 3 marins à bord

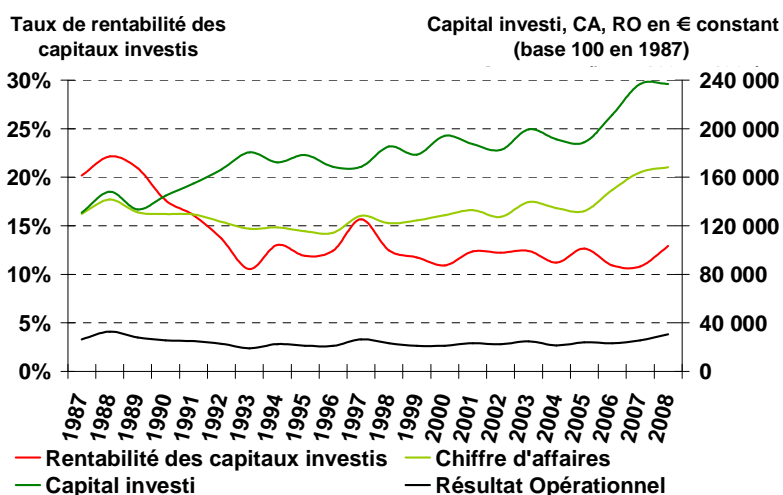
Situation d'exploitation

Tableau 3. Principaux éléments économiques.

Données techniques	Puissance moyenne (kW)	148,5	
	Tonnage moyen (GT)	18,8	
	Taille moyenne du segment en cm	1171	
	Age moyen	21,3	
		2008	Evo. 08/07
Activité & CA (K€)	Nombre de jours de mer	172	↗
	Nombre moyen de marins embarqués	2,3	→
	Chiffre d'affaires	239,7	↗(+5%)
		2008 (K€) (%CA)	Evo. 08/07
Postes de charges (K€)	Carburant	39,6 (17%)	↗
	Engins de pêche	8,3 (3%)	↘
	Entretien - Réparation	14,1 (6%)	↘
	Salaires	80,0 (33%)	↘
	Charges sociales	8,5 (4%)	↘
	Autres coûts d'exploitation	53,9 (22%)	↗
		2008 (%CA)	Evo. 08/07
Résultats & Ratios d'exploitation	Excédent Brut d'Exploitation (K€)	35,1 (15%)	↗
	Résultat Opérationnel (K€)	43,7	↗
	CA / jour de mer (K€)	1,4	→
	Taux de marge brute d'exploitation	18,2%	+3 points
	Rentabilité des capitaux investis	13,0%	+2 points

Principaux éléments comptables

- En 2008, les petits chalutiers de fond ont légèrement augmenté leur nombre de jours de mer (environ +5 jours);
 - Ces navires ont généré près de **240 K€ de CA** en 2008 soit une hausse de **5 %** par rapport à 2007;
 - Le **CA / jour de mer (JDM)** s'est donc stabilisé entre les 2 dernières années autour de **1,4 K€** par jour de mer;
 - Le poste **carburant** a subi une légère hausse par rapport à 2007 (**+3 %**) expliquée par un temps de sortie des navires plus long;
 - Compte tenu de la hausse du cours du pétrole brut, des **économies de consommation** ont été réalisées;
 - Les **charges salariales** qui représentent le poste de coût le plus important ont légèrement **diminué** par rapport à 2007 (**-4 %**);
 - La diminution des **charges sociales** (-13 %) s'explique par la réduction des cotisations observées en 2008;
 - Au final, ces navires ont généré un **EBE de 35 K€**, en hausse par rapport à 2007 (**+16 %**);
- Le **taux de marge d'exploitation** est satisfaisant (**18,2%, +3 points / 2007**).



Evolution des ratios d'exploitation

- Le **CA** du segment continue de **progresser** (€ constants);
- Le **RO** des petits chalutiers est plutôt **stable** (€ constants); le niveau de 2008 est proche de celui de 1988;
- Les **coûts d'exploitation** ont sensiblement **augmenté** entre 1987 et 2008;
- Le **taux de rentabilité des capitaux investis (TRI)** progresse de 2 points en 2008 (**13 %**) grâce à la **hausse du RO** et la **légère baisse des investissements**.

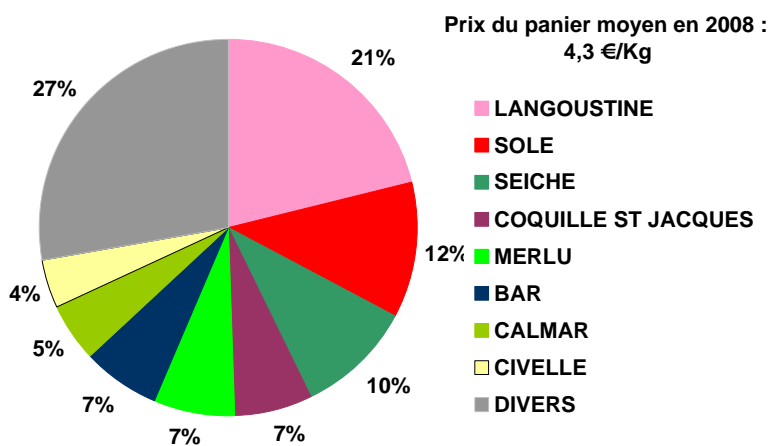


Figure 15. Principales espèces débarquées.

Principales espèces débarquées

- En 2008, le **prix du panier moyen** des chalutiers de 8-16 mètres avec 2-3 hommes à bord s'élevait à **4,3 €/Kg** (5,1 €/Kg en 2007);
- Le **portefeuille espèce** de ce segment est relativement **varié**;
- **5 espèces** (langoustine, sole, seiche, coquille saint-jacques et merlu) contribuent à plus de **50 % du CA** du segment;
- Certains de **ces navires ciblent la civelle** pendant le début de l'année.

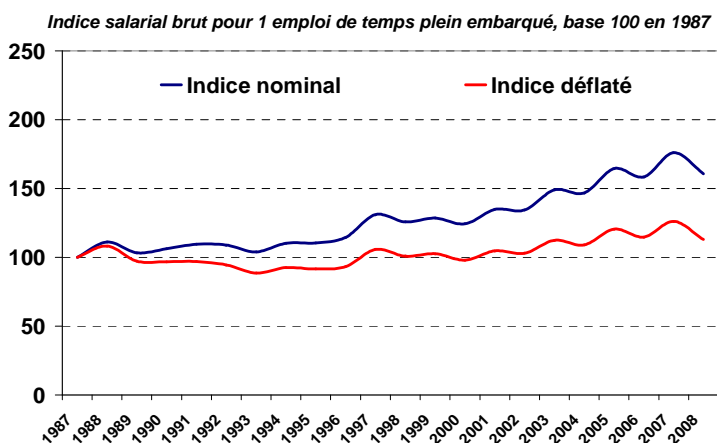


Figure 16. Évolution de la masse salariale (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Évolution de la masse salariale

- Sur la base d'un **indice 100 en 1987**, le salaire moyen brut pour 1 emploi embarqué de plein temps est passé à un **indice 160 en 2008**;
- La prise en considération de **l'inflation** relativise cette hausse puisque d'un **indice 100 en 1987**, le salaire unitaire des marins a progressé jusqu'à atteindre un **indice de 113 en 2008**.

Situation financière

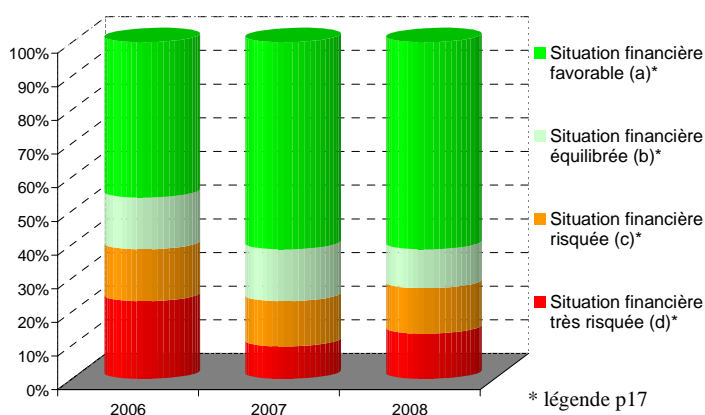


Figure 17. Situation financière (2006-2008).

Situation financière (2006- 2008)

- La **situation financière** du segment s'est **assainie** au cours des 3 dernières années puisqu'on est passé de **38 %** d'entreprises en difficulté financière en **2006** à **27 % en 2008**;
- Parmi les **27 %** d'entreprises en difficulté en 2008, la moitié était en situation financière très risquée et l'autre moitié en situation financière risquée.

Tableau 4. Évolution des ratios financiers (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Taux d'endettement			Capacité d'autofinancement / Capitaux propres		
2006	2007	2008	2006	2007	2008
55%	63%	54%	17%	27%	28%

Evolution des ratios financiers

- L'endettement des entreprises a tendance à **diminuer**;
- Leur **autonomie financière** est **stable** mais son niveau n'est pas très élevé.

12. Les chalutiers de fond de 16 à 19 mètres de l'Atlantique avec 4 à 6 marins à bord

Situation d'exploitation

Tableau 5. Principaux éléments économiques.

Données techniques				
	2008	Evo. 08/07		
Puissance moyenne (kW)	322,1			
Tonnage moyen (GT)	71,9			
Taille moyenne du segment en cm	1700			
Age moyen	19,4			
Activité & CA (K€)	Nombre de jours de mer	196	➔	
	Nombre moyen de marins embarqués	4,8	➔	
	Chiffre d'affaires	553,6	➔(+13%)	
Postes de charges (K€)	2008 (K€)	(%CA)	Evo. 08/07	
	Carburant	138,1	(25%)	➔
	Engins de pêche	20,3	(4%)	➔
	Entretien - Réparation	39,8	(7%)	➔
	Salaires	170,0	(31%)	➔
	Charges sociales	15,1	(3%)	➔
Autres coûts d'exploitation	124,9	(23%)	➔	
Résultats & Ratios d'exploitation	2008 (%CA)	Evo. 08/07		
	Excédent Brut d'Exploitation (K€)	45,3	(8%)	➔
	Résultat Opérationnel (K€)	75,7		➔
	CA / jour de mer (K€)	2,8		➔
	Taux de marge brute d'exploitation	12,9%		+2 points
Rentabilité des capitaux investis	13,5%		+3 points	

Principaux éléments comptables

- L'activité des chalutiers de 16 à 19 mètres en 2008 s'est traduite par une **hausse du CA** de 13 % en 2008 pour une valeur de près de **550 K€**;
- Cette hausse s'est concrétisée par un **nombre de jours de mer stable** par rapport à 2007;
- Le **CA / JDM** a **progressé** en passant de 2,5 K€ à 2,8 K€;
- La hausse des cours du pétrole a eu une répercussion directe sur le **poste carburant** des navires (**+13 % / 2007**);
- Le poste « **salaires** » qui est le premier centre de coût (**31 % du CA**) a **progressé** de 5 % par rapport à 2007 compte tenu d'un nombre d'emploi (ETP) légèrement supérieur;
- L'exonération d'une partie des **charges sociales** a permis de **stabiliser** ces dépenses;
- Dans un contexte difficile, les entreprises ont dépensé moins d'argent dans l'**entretien** de leur navire (**-19 %** par rapport à 2007);
- Au final, l'**EBE** généré par ces chalutiers a atteint **45 K€** et représente **8 % du CA**;
- Le **taux de marge brute d'exploitation** est correct, **12,9 %** et a **augmenté de 2 points** par rapport à 2007.

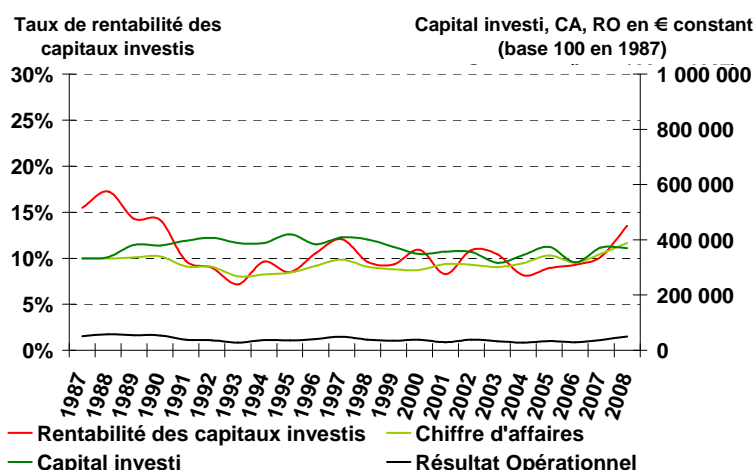


Figure 18. Évolution des ratios d'exploitation (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

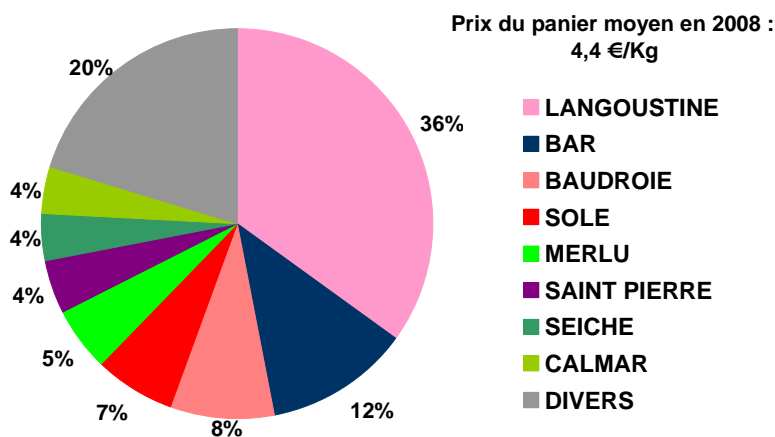


Figure 19. Principales espèces débarquées.

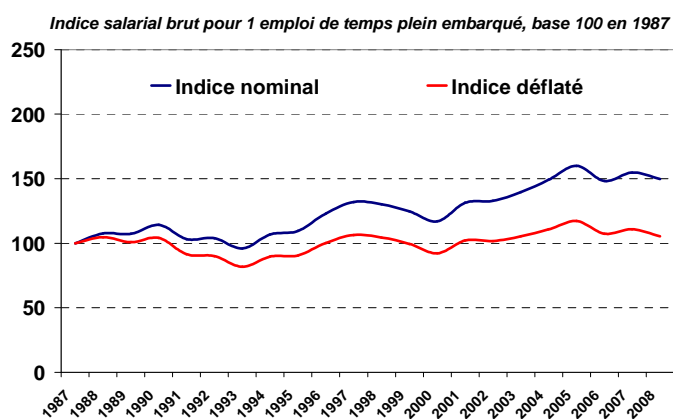


Figure 20. Évolution de la masse salariale (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Evolution des ratios d'exploitation

- En euros constants, le **RO** progresse entre 2007 et 2008 et montre une certaine **stabilité sur la longue période**;
- Cette hausse du RO s'explique par **l'affermissement du CA** depuis 2006;
- Les **capitaux investis** dans le segment sont en **constante diminution** depuis près de 15 ans;
- Au final, la **rentabilité des capitaux investis progresse** et affiche un taux très correct en 2008 de **13,5 %**.

Principales espèces débarquées

- Le **prix du panier moyen** des chalutiers de fond de 16 à 19 mètres s'est très nettement **dégradé** par rapport à 2007 (4,4 €/Kg en 2008 soit près de 2€ de moins);
- Cette dégradation des prix s'explique par une **modification de la structure de l'offre**;
- En 2008, les navires ont débarqué beaucoup **moins de sole** avec un prix inférieur; en contrepartie les captures de **céphalopodes** (espèces moins chères) ont été plus **importantes**.

Évolution de la masse salariale

- **L'indice salarial brut** pour un emploi de marin (ETP) a **progressé** de près de **50 points** entre 1987 et 2008 (base 100 en 1987);
- La prise en considération de **l'inflation** montre que l'indice salarial n'a progressé que de **5 points** sur la période;
- **Entre 2007 et 2008**, le salaire individuel a régressé passant d'un **indice 155 à un indice 150**.

Situation financière

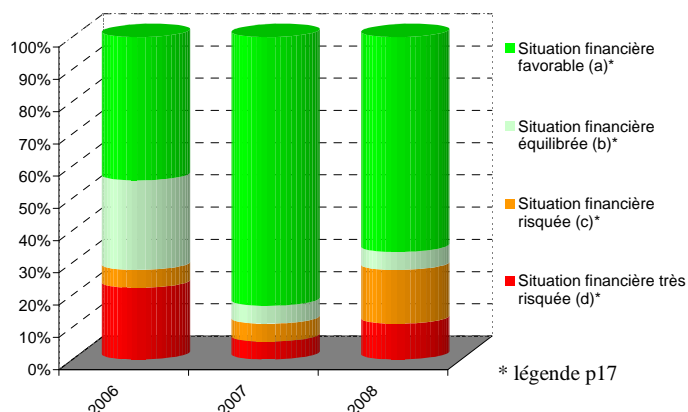


Figure 21. Situation financière (2006-2008).

Tableau 6. Évolution des ratios financiers (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Taux d'endettement			Capacité d'autofinancement / Capitaux propres		
2006	2007	2008	2006	2007	2008
37%	39%	35%	9%	14%	13%

Situation financière (2006- 2008)

- Depuis 2006, la situation financière des entreprises tend à s'améliorer;
- Toutefois, en 2008 certaines entreprises ayant réinvesti se sont retrouvées en situation financière risquée;
- En 2008, 28% des entreprises étaient en situation dangereuse financièrement dont 11 % de façon très risquée;
- Les 2/3 de la flotte sont en bonne santé.

Evolution des ratios financiers

- En moyenne, l'endettement net des entreprises diminue;
- La capacité d'autofinancement se stabilise.

13. Les chalutiers de fond de 22 à 25 mètres de l'Atlantique avec 5 à 8 marins à bord

Situation d'exploitation

Tableau 7. Principaux éléments économiques.

Données techniques	Puissance moyenne (kW)	461,4	
	Tonnage moyen (GT)	163,3	
	Taille moyenne du segment en cm	2335	
	Age moyen	17,3	
		2008	Evo. 08/07
Activité & CA (K€)	Nombre de jours de mer	243	↘
	Nombre moyen de marins embarqués	5,6	↘
	Chiffre d'affaires	849,0	↗ (+3%)
		2008 (K€) (%CA)	Evo. 08/07
Postes de charges (K€)	Carburant	248,9 (29%)	↗
	Engins de pêche	35,4 (4%)	↘
	Entretien - Réparation	82,2 (10%)	↗
	Salaires	224,1 (26%)	↘
	Charges sociales	13,4 (2%)	↘
	Autres coûts d'exploitation	176,6 (21%)	↗
			2008 (%CA)
Résultats & Ratios d'exploitation	Excédent Brut d'Exploitation (K€)	68,4 (8%)	↘
	Résultat Opérationnel (K€)	107,3	↗
	CA / jour de mer (K€)	3,5	↗
	Taux de marge brute d'exploitation	12,6%	+1 point
	Rentabilité des capitaux investis	12,2%	+2 points

Principaux éléments comptables

- Le nombre de jours de mer réalisés par les bateaux a diminué par rapport à 2007;
- Le CA généré par les grands chalutiers avoisine en 2008 **850 K€** soit une légère progression de 3 % par rapport à 2007;
- Par rapport à 2007, près de **100 euros supplémentaires** ont été générés par jour de mer;
- La dépendance énergétique du segment s'est nettement accentuée en 2008 (**29 %** du CA en 2008 contre **25 %** en 2007);
- Les salaires représentent le deuxième poste de charge dans la structure d'exploitation (**26 %** du CA). Ils ont diminué par rapport à 2007 de **7 %**;
- Cette baisse est expliquée par la diminution du nombre de marins embarqués qui est passé de **6,3** à **5,6** marins (ETP). La baisse des effectifs a permis de garder des niveaux de rémunération attractifs;
- Globalement les coûts d'exploitation ont progressé de près de **6 %** par rapport à 2007;
- L'EBE dégagé de **68 K€** est donc en retrait par rapport à 2007 (**-19 %**);
- Les aides gasoil du plan Barnier ont permis de consolider le RO qui a progressé de **8 %**.

Evolution des ratios d'exploitation

- Sur la dernière décennie, le CA progresse légèrement (euros constants);
- Malgré un redressement en fin de période, le RO a diminué depuis 1998 du fait de la hausse des coûts d'exploitation;
- En 2008, le taux de marge brute d'exploitation montrait un niveau satisfaisant, **12,6 %**, +1 point par rapport à 2007;
- Depuis 2005, la rentabilité du capital progresse et avoisine **12 %**.

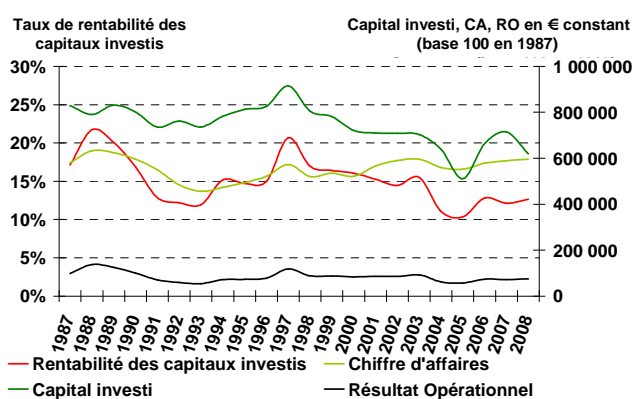


Figure 22. Évolution des ratios d'exploitation (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

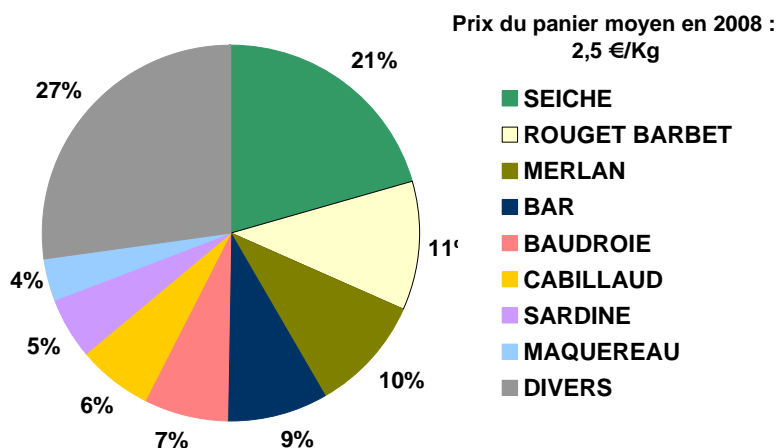


Figure 23. Principales espèces débarquées.

Principales espèces débarquées

- La chute des cours sous les halles à marée se ressent dans le **prix du panier moyen** des gros chalutiers (2,5 €/Kg en 2008 contre 3,9 €/Kg en 2007);
- Outre les **problèmes de marché** qui ont impacté les prix, les bateaux avaient capturé en 2007 davantage d'espèces à plus forte valeur ajoutée comme le saint-pierre;
- Les **4 premières espèces** contribuent à **50 % du CA** en 2008.

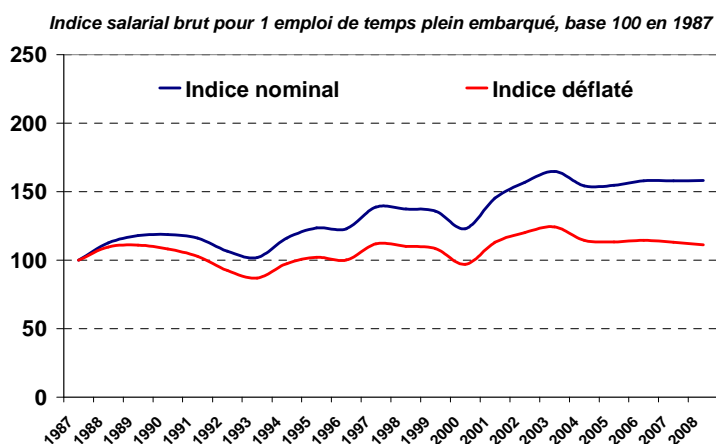


Figure 24. Évolution de la masse salariale (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Évolution de la masse salariale

- D'un niveau **100 en 1987**, l'indice salarial brut pour un emploi de plein temps embarqué est passé à **158 en 2008**;
- Cette **hausse est progressive** depuis la crise du secteur dès le milieu des années 90 mais elle **suit globalement la hausse du niveau général des prix**;
- En 2008, l'indice déflaté atteint **111**.

Situation financière

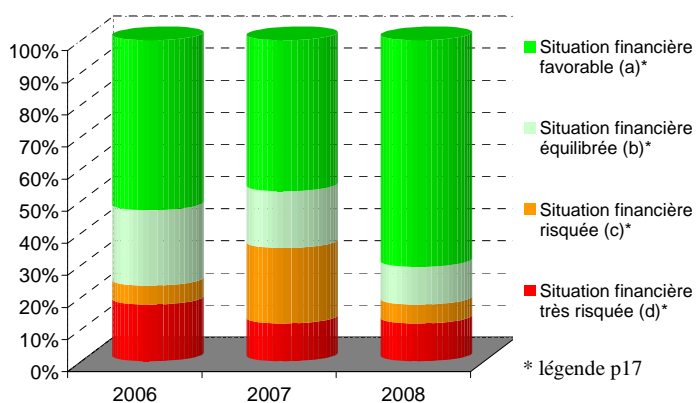


Figure 25. Situation financière (2006-2008).

Situation financière (2006- 2008)

- Le **nombre d'entreprises** en situation financière **très risquée** a tendance à **s'amenuiser** depuis 2006;
- Ce constat s'explique en partie par **la sortie de flotte des entreprises les plus fragiles**;
- Il reste cependant près **d'1/5 des entreprises** qui n'atteignent pas **l'équilibre d'exploitation** (elles ne génèrent pas assez de revenus pour couvrir leurs emprunts).

Tableau 8. Évolution des ratios financiers (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Taux d'endettement			Capacité d'autofinancement / Capitaux propres		
2006	2007	2008	2006	2007	2008
44%	39%	35%	21%	17%	17%

Evolution des ratios financiers

- Le taux d'endettement des entreprises diminue du fait d'une baisse des dettes à long terme;
- La capacité d'autofinancement a légèrement diminué depuis 2006.

14. Les fileyeurs de 8 à 12 mètres de l'Atlantique avec 2 à 3 marins

Situation d'exploitation

Tableau 9. Principaux éléments économiques.

Données techniques		
	2008	Evo. 08/07
Puissance moyenne (kW)	133,7	
Tonnage moyen (GT)	11,0	
Taille moyenne du segment en cm	1078	
Age moyen	20,2	
Activité & CA (K€)		
	2008	Evo. 08/07
Nombre de jours de mer	180	↗
Nombre moyen de marins embarqués	2,7	↗
Chiffre d'affaires	206,0	↗(+10%)
Postes de charges (K€)		
	2008 (K€)	(%CA)
	Evo. 08/07	
Carburant	17,8	(9%) ↗
Engins de pêche	16,5	(8%) ↗
Entretien - Réparation	13,9	(7%) ↗
Salaires	78,5	(38%) ↗
Charges sociales	8,1	(4%) ↗
Autres coûts d'exploitation	34,4	(17%) ↗
Résultats & Ratios d'exploitation		
	2008	(%CA)
	Evo. 08/07	
Excédent Brut d'Exploitation (K€)	36,8	(18%) ↗
Résultat Opérationnel (K€)	42,3	↗
CA / jour de mer (K€)	1,1	↗
Taux de marge brute d'exploitation	20,6%	+1 point
Rentabilité des capitaux investis	14,6%	+1 point

Principaux éléments économiques

- Le CA des petits fileyeurs approche **206 K€** en 2008, soit une **hausse de 10%** par rapport à 2007;
- Cette progression se retrouve dans la hausse du CA / JDM qui est passé de **1 K€** en 2007 à **1,1 K€** en 2008 malgré une **marée supplémentaire** en moyenne en 2008;
- Le nombre de **marins embarqués** à **progressé** passant de **2,4** à **2,7** emplois (ETP);
- Cette hausse des effectifs a engendré une **hausse de la masse salariale (+2 %** par rapport à 2007);
- Le **poste salaire** représente le centre de coût **le plus important** des entreprises (**38 %** du CA en 2008);
- **L'ensemble** des charges **d'exploitation a progressé** entre les deux dernières années et c'est le **carburant** qui détient la plus **forte progression**;
- **L'EBE** dégagé par les entreprises avoisine **37 K€ (18 %** du CA); c'est un résultat d'exploitation satisfaisant;
- Le **RO** suit la **même tendance**;
- Le **taux de marge brute d'exploitation** gagne **1 point** par rapport à 2007 et atteint **20,6 %**.

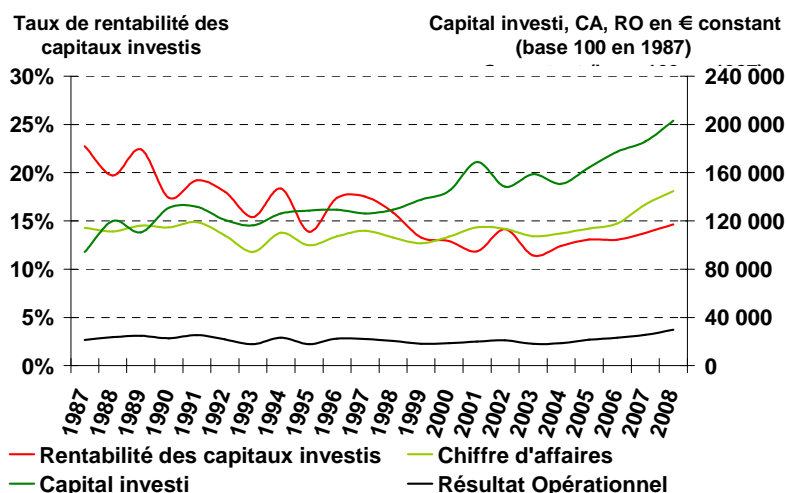


Figure 26. Évolution des ratios d'exploitation (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

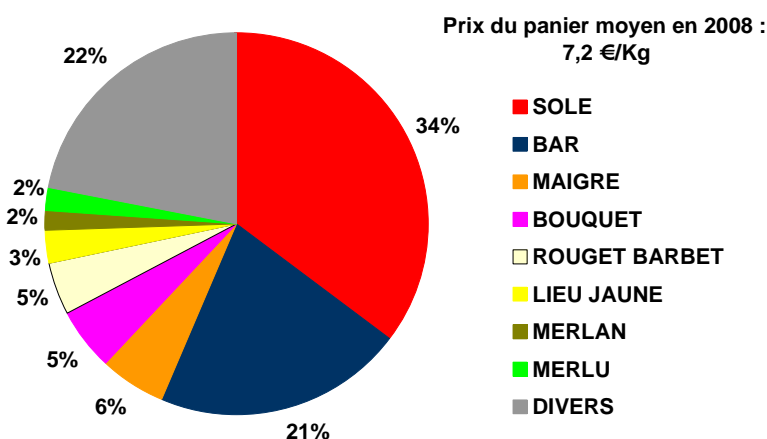


Figure 27. Principales espèces débarquées.

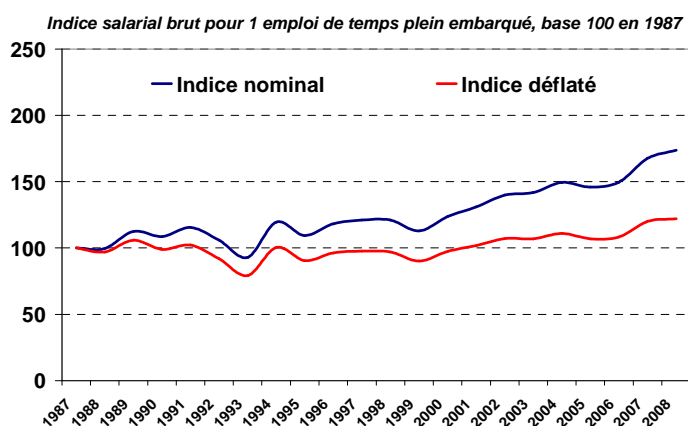


Figure 28. Évolution de la masse salariale (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Evolution des ratios d'exploitation

- Depuis 1993, le CA (euros constants) **augmente progressivement** et de manière plus importante que les coûts d'exploitation;
- Le RO de 2008 (euros constants) est à son **plus haut niveau** depuis 1987;
- Depuis 1987, les **investissements** dans le segment se sont **intensifiés**;
- La **rentabilité des capitaux investis** a suivi une tendance baissière jusqu'en 2003 puis la tendance s'est inversée lorsque les **résultats d'exploitation** sont devenus meilleurs.

Principales espèces débarquées

- Les **fileyeurs de 8 à 12 mètres** restent **positionnés** sur des **espèces nobles** (sole, bar, bouquet);
- Le **prix du panier moyen** s'élève à **7,2 €/Kg** en 2008 contre **6,7 €/Kg** en 2007;
- La **sole** reste **l'espèce principale** du segment et représente **1/3 du CA** des navires;
- Le **bar** pèse **1/5 du CA**.

Évolution de la masse salariale

- **L'indice salarial** progresse jusqu'à un niveau d'environ **174** en 2008 (base 100 en 1987);
- Cette hausse s'inscrit dans un contexte où le **nombre de marins embarqués** sur ces navires s'est **stabilisé** sur la période (autour de **2,6 emplois ETP**);
- **L'indice déflaté** est repassé sur la barre des 100 depuis 2001; en 2008 il atteint **122**.

Situation financière

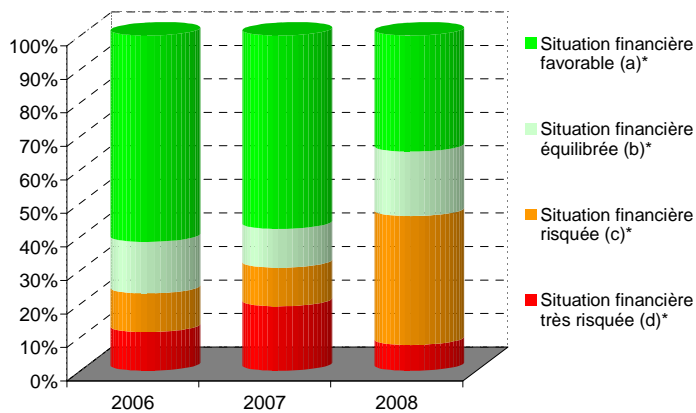


Figure 29. Situation financière (2006-2008).

Situation financière (2006- 2008)

- Compte tenu des **investissements importants** qui ont été consentis sur les navires en 2008, près de **50 %** des entreprises n'atteignent pas **l'équilibre financier**;
- Toutefois, ces investissements importants traduisent une **bonne santé** du segment qui peut couvrir ses échéances grâce aux bons résultats d'exploitation;
- Seules **8%** des entreprises se situent en situation financière très risquée en 2008.

Tableau 10. Évolution des ratios financiers (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Taux d'endettement			Capacité d'autofinancement / Capitaux propres		
2006	2007	2008	2006	2007	2008
72%	68%	99%	34%	27%	36%

Evolution des ratios financiers

- Le taux d'endettement des entreprises est important mais il est couvert par la bonne marge d'exploitation du segment;
- L'autonomie financière est d'un niveau suffisant pour garantir les investissements.

15. Les fileyeurs de 16 à 25 mètres de l'Atlantique avec 5 à 8 marins

Situation d'exploitation

Tableau 11. Principaux éléments économiques.

Données techniques			
		2008	Evo. 08/07
Puissance moyenne (kW)		344,9	
Tonnage moyen (GT)		110,4	
Taille moyenne du segment en cm		2017	
Age moyen		21,3	
Activité & CA (K€)			
		2008	Evo. 08/07
Nombre de jours de mer		237	→
Nombre moyen de marins embarqués		5,8	→
Chiffre d'affaires		636,3	↘ (-5%)
Postes de charges (K€)			
		2008 (K€)	(%CA)
		Evo. 08/07	
Carburant		44,8	↘ (7%)
Engins de pêche		40,6	↘ (6%)
Entretien - Réparation		30,6	↘ (5%)
Salaires		227,7	↘ (36%)
Charges sociales		27,1	↘ (4%)
Autres coûts d'exploitation		177,5	↗ (28%)
Résultats & Ratios d'exploitation			
		2008 (K€)	(%CA)
		Evo. 08/07	
Excédent Brut d'Exploitation (K€)		88,0	↘ (14%)
Résultat Opérationnel (K€)		110,5	↗
CA / jour de mer (K€)		2,7	↘
Taux de marge brute d'exploitation		15,9%	+2 points
Rentabilité des capitaux investis		13,5%	+2 points

Principaux éléments comptables

- Globalement, les **grands fileyeurs** ont eu en 2008 une **activité semblable** à celle de 2007 en nombre de sorties de pêche;
- L'**effectif embarqué** est également **constant** par rapport à 2007 (5,8 marins ETP);
- Cette activité s'est traduite par un **CA en deçà** de son niveau de 2007 (-5 %);
- Avec un **prix du panier moyen stable** entre les 2 dernières années, la baisse du CA s'explique par la **diminution des débarquements** en volumen;
- Hormis les charges externes, l'ensemble des **autres charges d'exploitation** a **régressé** entre 2007 et 2008;
- Dans un contexte de hausse du prix du carburant, la baisse du poste carburant (-14 % par rapport à 2007) peut s'expliquer par des **économies de consommation** pouvant être liées à un éloignement moins important des zones de pêche;
- Les **salaires** représentent plus du **tiers** des charges d'exploitation;
- Avec la hausse des charges et la baisse du CA, l'**EBE** est en **baisse** en 2008;
- Le **taux de marge brute d'exploitation** reste à un niveau satisfaisant (**15,9 %**).

Evolution des ratios d'exploitation

- Ce segment présente des **indicateurs** et des **ratios** d'exploitation relativement **variables**;
- Le **CA** (euros constants) **baisse** depuis 2006;
- Cette baisse n'atteint pas le **RO** dans la mesure où les entreprises ont réalisé des **économies** sur leurs coûts d'exploitation;
- Le côté **cyclique** des **investissements** se répercute sur la **rentabilité du capital** qui **oscille** en fonction de l'importance de ces investissements et des résultats d'exploitation.

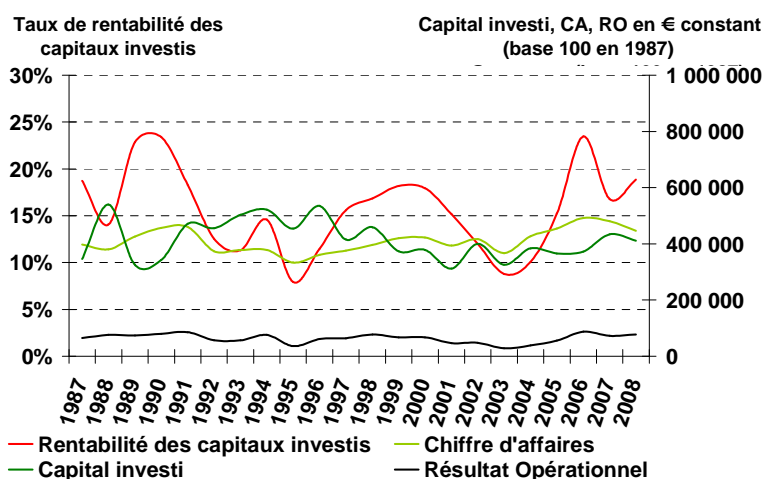


Figure 30. Evolution des ratios d'exploitation (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

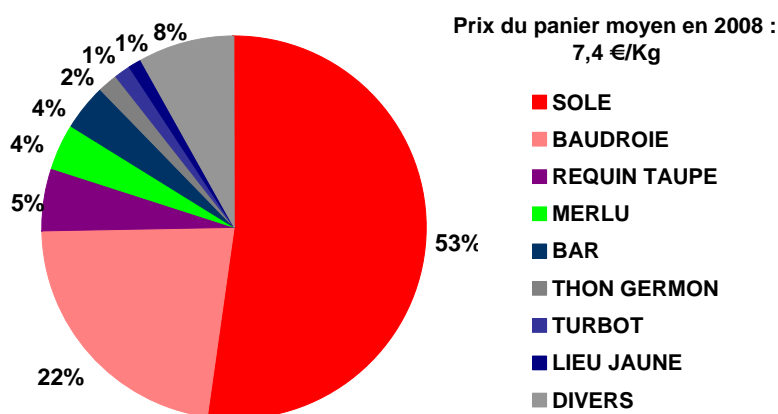


Figure 31. Principales espèces débarquées.

Principales espèces débarquées

- Avec plus de la moitié du CA généré, la sole est la principale source de revenus des entreprises;
- Si l'on ajoute les ventes de baudroie on obtient les 3/4 du CA;
- Le prix du panier moyen (7,4 €/kg en 2008) s'est stabilisé mais les volumes débarqués ont diminué par rapport à 2007.

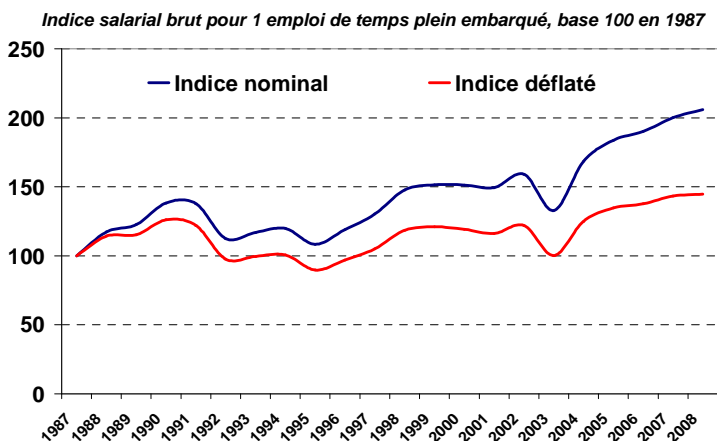


Figure 32. Évolution de la masse salariale (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Évolution de la masse salariale

- Entre 1987 et 2008, l'indice salarial brut pour un emploi (ETP) embarqué a doublé;
- Ceci a été rendu possible en enlevant un poste de travail sur ces navires (6,7 emplois en 1987 contre 5,7 en 2008);
- Si l'on observe l'indice déflaté de 2008 il approche la barre des 150 donc sur les 20 dernières années, les marins ont gagné en pouvoir d'achat en augmentant leur productivité.

Situation financière

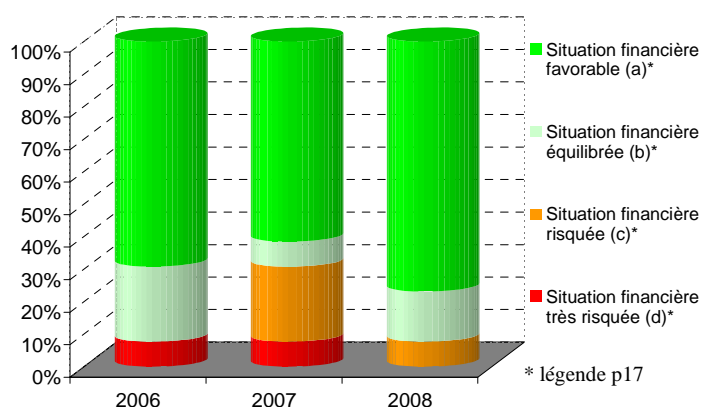


Figure 33. Situation financière (2006-2008).

Situation financière (2006- 2008)

- Ce segment présente une situation financière globale assez saine;
- La situation de 2007 où certaines entreprises n'atteignaient pas l'équilibre financier s'explique par un retour des investissements cette année là;
- En 2008, plus de 90% des entreprises avaient une situation financière *a minima* équilibrée.

Tableau 12. Évolution des ratios financiers (Source: LEMNA, Université de Nantes, d'après données DPMA et DAMGM et RICEP).

Taux d'endettement			Capacité d'autofinancement / Capitaux propres		
2006	2007	2008	2006	2007	2008
76%	75%	61%	39%	26%	27%

Evolution des ratios financiers

- L'endettement des entreprises est assez important mais pas inquiétant dans la mesure où leur exploitation génère des bénéfices;
- Les investissements consentis ont diminué la capacité d'autofinancement.

Conclusion

L'année 2007 s'était achevée de manière mouvementée, symbolisée par la grève des marins pêcheurs français impuissants face à la nouvelle envolée des cours du pétrole. Cette crise énergétique plaçait les entreprises de pêche et les équipages dans une situation difficilement soutenable.

Une partie de l'enveloppe allouée au plan devait permettre de financer la sortie de flotte des entreprises les plus fragilisées. Elle s'est traduite par la mise à la casse de près de 180 navires en 2008. En métropole, sur les 15 dernières années, le nombre d'unités de pêche de moins de 25 mètres a déjà été réduit de 30 % et la puissance des navires de 26 %. Cependant l'effort de pêche n'a pas diminué d'autant, compte tenu de la hausse de la productivité des facteurs de production. Toutefois, cette baisse drastique des entreprises de pêche le long du littoral - il reste en 2008 moins de 5000 navires en métropole - pose de nouvelles problématiques notamment en terme d'aménagement du territoire. Les équilibres portuaires sont de plus en plus fragilisés. L'existence même des ports, de communautés et de la filière elle-même dans de nombreuses régions sont mises en péril.

L'étude de l'évolution des facteurs de production montre pourtant qu'un renouvellement serait nécessaire à la fois pour les navires mais également pour les marins et particulièrement les patrons de pêche. L'analyse du couple «âge patron – âge navire» montre que la flottille française se situe de manière concentrée dans une situation où l'avenir est incertain (en 2008, l'âge moyen des navires en France dépassait 24 ans et les patrons sont, pour une bonne partie, en fin de carrière).

Sur la façade Aglia, le constat est en adéquation avec le reste de la France. Il y a un manque flagrant de candidats à l'installation et le renouvellement des navires est faible. Cela pose des problèmes qu'il devient urgent de traiter, à savoir la transmission des entreprises de pêche et l'attractivité du secteur qui souffre d'un déficit de communication sur le métier et les rémunérations qu'il peut offrir. Cette question de la rémunération dans le secteur des pêches était également d'actualité en 2008. En

février, les syndicats de patrons et de marins ont signé un accord portant sur la mise en place d'un salaire minimum pour les pêcheurs. Ce dernier doit être, au minimum, équivalent à 80% de la rémunération à la part avec, pour plancher, 1579.20 euros bruts par mois.

L'évolution du salaire brut moyen des marins en France entre 1987 et 2008 montre que celui-ci a progressé de près de 45 % passant de 25 K€ à 35 K€ par an. Cette hausse des salaires a été notamment la conséquence de la baisse des effectifs embarqués notamment sur les grandes unités. Toutefois, il existe une disparité importante du niveau des traitements en fonction de divers paramètres (fonction occupé sur le navire, métier pratiqué, taille du navire, stratégies de pêche ou nombre et durée des marées). D'autre part, en prenant en considération l'inflation basée sur le niveau général des prix on s'aperçoit que les marins connaissent depuis 1987 une stabilité de leur pouvoir d'achat. En contrepartie, le salaire brut annuel moyen d'un marin français est sensiblement supérieur au salaire moyen en France (35 K€ contre 30 K€). Cela pourrait être un élément de communication capable de rendre le métier plus attractif pour de jeunes entrants.

L'analyse d'exploitation et financière des entreprises de pêche montrent que le chiffre d'affaires qu'elles génèrent augmentent progressivement depuis 2007 mais à un rythme très légèrement supérieur à celui de l'inflation en France (environ 1,9 % par an). Parallèlement, la conjoncture économique en France et celle plus spécifique du secteur des pêches ont impacté les coûts d'exploitation à la hausse. Le résultat opérationnel a donc très peu augmenté entre 1987 et 2008 et il a subi des variations importantes compte tenu de la hausse modérée du chiffre d'affaires et de la hausse des coûts d'exploitation et de leur volatilité. Les taux de marge d'exploitation glissent dangereusement vers leur niveau de 1993 lorsque le secteur des pêches était en crise. Toutefois, les taux de marge affichés ne sont pas déconnectés de ceux générés dans d'autres secteurs d'activité des secteurs primaire ou industriel. Ils sont même satisfaisants pour les petites unités et les fileyeurs. La rentabilité des capitaux investis dans le secteur est globalement bonne mais elle doit être relativisée par la baisse des investissements consentis dans le métier. La situation financière des entreprises de pêche s'est assainie avec la sortie de flotte des bateaux marqués par les plus lourdes difficultés. On est passé de 30 % d'entreprises en difficulté en 2007 à 20 % en 2008.

L'année 2008 restera donc dans la continuité des dernières années. C'est-à-dire une période difficile, où les entreprises de pêche doivent faire face à de multiples et nouvelles contraintes réglementaires,

économiques et environnementales, en plus de celles inhérentes au métier. Les entreprises doivent poursuivre leurs efforts pour préserver la ressource et les écosystèmes, limiter les coûts d'exploitation, mieux valoriser les apports. Cette question de la valorisation doit être une problématique majeure à traiter par les acteurs du secteur. L'année 2008 aura une nouvelle fois montré la vulnérabilité de la pêche française dans un marché du poisson mondialisé. La crise économique mondiale a eu pour effet la baisse de la demande extérieure, notamment espagnole et italienne, habituellement très avides des produits de la pêche française. L'impact a été immédiat sous les halles à marée nationales où les cours se sont effondrés pour certaines espèces. Il est donc indispensable de mieux maîtriser les modèles de commercialisation, les repenser si nécessaire et recréer des liens entre les pêcheurs et les consommateurs. La valorisation des produits français doit devenir un atout, par exemple à travers la mise en place de signes de qualité. Elle devrait pouvoir consolider les chiffres d'affaires des entreprises qui, en maintenant une bonne maîtrise des coûts, garantiraient leur rentabilité d'exploitation. Enfin, ce secteur ne pourra perdurer sans un renouvellement des hommes et des investissements. La question de la transmission des entreprises est importante et doit être traitée en pensant à l'installation de jeunes patrons.

- Toutes ces questions devront être prises en considération par l'ensemble des acteurs de la filière et, plus globalement à l'échelle nationale par les décideurs politiques: il en va de la pérennité de cette activité traditionnelle structurante pour les économies littorales et fortement inscrite dans le paysage français. Ces réflexions devraient s'inscrire dans la démarche plus globale initiée par le *livre vert* qui doit poser la base de la «Politique Commune de la Pêche» pour la période 2013-2020.